

FOCUS

MIGRATIONS & RAPPORTS DE DOMINATION



LA FUCID, UNE ONG AU CŒUR DU CAMPUS



Migrations et rapports de domination Les privilèges de libre circulation

COMPRENDRE LA RÉALITÉ MIGRATOIRE DERRIÈRE LES DISCOURS
CONSTRUIRE L'INTERCULTUREL
DÉCOUVRIR DES ACTIVISTES D'AUJOURD'HUI

SOMMAIRE



04
FAITS & CHIFFRES
Accueil des migrant-e-s :
debunker les idées reçues



05
LEXIQUE
Migration : ce qui se
cache derrière les mots



08
TÉMOIGNAGE
Se frotter à la réalité de
ceux qui s'engagent auprès
des personnes migrantes



10
RÉFLEXION
Face au tri migratoire,
une politique cohérente et
humaine est nécessaire



12
RÉFLEXION
L'accès aux études,
un droit pour tou-te-s ?



16
TÉMOIGNAGE
Récit de vie d'une doc-
torante camerounaise à
l'UNamur



18
PORTRAIT
Cristina Jiménez Moreta
et United We Dream



19
PORTRAIT
Mehdi Kassou et la
Plateforme Citoyenne



20
TÉMOIGNAGE
Dérèglements climatiques
et migrations :
une fatalité ?



24
RÉFLEXION
Les migrations Sud-Sud



27
RESSOURCES
Pour creuser
la thématique...



28
TÉMOIGNAGE
L'expérience de la
rencontre interculturelle
à l'UNamur



30
ACTION
Je veux agir !
Par où commencer ?



31
SLAM
Oh ma terre
mère des terres...



32
RÉFLEXION
Engagement et influences
de la diaspora dans son
pays d'origine



36
RÉFLEXION
Penser un monde sans
frontières en réhabilitant
nos utopies



Politisier l'accès à la mobilité !

Pour quelle raison un passeport belge donne-t-il accès à 186 pays sans formalité lourde (sans visa ou avec visa électronique) tandis qu'un passeport afghan ouvre à ses ressortissant-e-s les portes de seulement 27 pays ? Pourquoi la guerre en Ukraine a-t-elle suscité une vague de solidarité sans précédent envers ses réfugié-e-s alors que des hébergeur-euse-s bénévoles ont été poursuivi-e-s en justice pour trafic d'êtres humains, juste pour avoir donné un toit le temps de quelques nuits à des migrant-e-s fuyant d'autres atrocités dans les pays du Sud ? Pourquoi un minerval belge coûte-t-il 835 euros pour un-e Portugais-e, mais peut s'avérer quinze fois plus cher pour un-e Namibien-ne ? Comment les cadres expatriés peuvent-ils se rassembler dans leurs quartiers privilégiés où ils parlent leur propre langue et ont leurs propres écoles (enseignement français, américain,...) sans que cela ne suscite les mêmes critiques de communautarisme qu'envers des minorités musulmanes ou subsahariennes ?

Si les réponses sont complexes, ces quelques exemples permettent de comprendre à quel point l'espace migratoire est hiérarchisé : selon l'endroit où on est né, selon sa richesse et son apparence, on n'aura pas les mêmes capacités de circuler, de s'établir dans un pays et d'être considéré comme un « bon » ou un « mauvais » immigré. Au-delà des parcours individuels, la migration se révèle en effet être un système mondial qui distribue des avantages à certains groupes sociaux et en discrimine d'autres, car traverser une frontière n'entraîne pas les mêmes difficultés lorsqu'on est un homme ou une femme, riche ou pauvre, qu'on vient du Nord ou du Sud. Ce système migratoire prolonge donc bien souvent des logiques de domination, d'oppression et de servitude : que dire de ces sans-papiers qui se transforment en main-d'œuvre bon marché dans des jobs en pénurie en Belgique ou ailleurs ? Des femmes qui quittent

les Philippines pour travailler comme aides ménagères, qui risquent les violences et un quasi-esclavage pour conserver leur visa, au cœur même de Montréal ou Paris, à la merci des familles qui les emploient ? Des mineurs migrants non accompagnés, endettés et exploités pour payer des passeurs, leur famille qui a payé leur voyage, ou recrutés par des organisations criminelles car ils sont plus vulnérables ?

Plus encore : qu'est-ce qui fait que ces personnes sont obligées de quitter leur pays et leurs proches pour pouvoir survivre ? La question migratoire nécessite donc d'aller toujours plus loin. C'est l'objectif de ce FOCUS, qui désire ouvrir une fenêtre sur les rapports de domination^{#1} qui habitent le système migratoire, à travers les expertises et portraits de personnes qui vivent, étudient ou s'engagent contre ces réalités dessinées par des frontières. ●

L'ÉQUIPE DE LA FUCID



FUCID

#01 RAPPORTS DE FORCE ET D'OPPRESSION ENTRE GROUPES SOCIAUX OÙ UN GROUPE SOCIAL S'APPROPRIE LE TEMPS, LE TRAVAIL, LE CORPS... D'UN AUTRE. RACISME, SEXISME, CLASSISME SONT DES RAPPORTS DE DOMINATION OÙ AVANTAGES ET DÉSAVANTAGES SONT DISTRIBUÉS DE MANIÈRE INÉGALITAIRE ENTRE PERSONNES NON-BLANCHES ET BLANCHES, HOMMES ET FEMMES, RICHES ET PAUVRE. IL NOUS FAUT INSISTER SUR L'ASPECT COLLECTIF. IL Y A CERTES DES COMPORTEMENTS INDIVIDUELS DÉPLACÉS/SEXISTES/RACISTES, MAIS SURTOUT UN SYSTÈME QUI AVANTAGE UN GROUPE SOCIAL PAR RAPPORT À UN AUTRE.

NOUS CONTACTER

Rue de Bruxelles 61
5000 Namur - Belgique
+32 81 35 68 00
info@fucid-unamur.be
Facebook FucidNamur
Instagram Fucid_Namur

Éditrice responsable :
Rita Rixen

Comité de rédaction :
Alix Buron, Adeline Chabotier, Florence de Longueville, Sami Pieczynski

Équipe de rédaction :

Alassane Beye, Alix Buron, Adeline Chabotier, Sophie Druine, Nina Duarte, Maxime Giegas, Stéphane Leyens, Samuel Lietar, Florence de Longueville, Aline Michels, Sami Pieczynski, Rita Rixen, Antoine Stasse, Alexandra Tapsoba



« On ne peut pas accueillir toute la misère du monde : en finir avec une sentence de mort »

C'est le nom de l'ouvrage de Pierre Tevanian et Jean-Charles Stevens, qui y décortiquent mot à mot cette phrase souvent énoncée comme une vérité incontestable afin de justifier la fermeture des frontières... et qui est pourtant fautive, xénophobe et déshumanisante. Voici donc quelques informations concrètes de la réalité migratoire, tirées de cet excellent petit livre. De quoi débunker un paquet d'idées reçues !

10%

La proportion de migrant-e-s vivant sur le territoire national est surévaluée dans tous les pays d'Europe. Le Belge moyen pense en effet que 24% de sa population est composée de personnes de nationalité étrangère. En vérité, c'est 10%, tous types de migrant-e-s confondu-e-s. Le top 3 en Wallonie : les nationalités italiennes, françaises et roumaines.

86%

des réfugié-e-s s'exilent dans un pays dit « en développement ». Les pays qui accueillent le plus de réfugié-e-s par rapport à leur nombre d'habitant-e-s sont d'ailleurs tous du Sud : Liban, Turquie, Colombie, Ouganda et Soudan.

21

La Belgique n'est que 21ème au rang européen (sur 32 pays) à accueillir le plus de réfugié-e-s par habitant-e-s.

La « misère » désigne normalement un état et pas les personnes qui la supportent « et qui semblent, dans cette phrase, la « transporter » sur leur dos, en tous lieux (du lieu d'origine au lieu d'installation) et en tout temps (du passé qui a causé l'émigration au présent de l'immigration jusqu'au futur qui est pourtant, dans l'esprit de tou-te-s ces arrivant-es, un futur meilleur) » (p.41).

1%

Une hausse de 1% de la population active provenant de l'immigration augmente également le PIB (la production de richesses dans le pays) de 1%. Cela signifie que la migration ne coûte pas : elle stimule même l'économie – car ces personnes travaillent, cotisent, créent des entreprises,... et les dépenses publiques qui leur sont consacrées (pensions, services de santé, éducation, etc.) sont plus faibles que pour les nationaux.



Migration : ce qui se cache derrière les mots

S'y retrouver dans le vocabulaire lié à la migration n'est pas une mince affaire, surtout lorsque de nombreux médias, discours politiques ou publics ont tendance à véhiculer des clichés qui peuvent brouiller ce qu'est la réalité migratoire aujourd'hui. Par ailleurs, beaucoup de définitions retrouvées dans les lexiques sur la migration sont purement

légalés et, si connaître le droit derrière les mots est nécessaire, il est aussi essentiel de comprendre les réalités systémiques et les relations de domination derrière ces définitions. C'est ce que propose ce lexique, dans un passage en revue forcément incomplet, mais certainement un peu décalé des définitions habituelles.

☐ Migrant

Selon l'Organisation des Nations Unies, « le migrant international est celui qui est né dans un pays et qui vit pour une durée généralement supérieure ou égale à un an dans un autre pays que le sien »^{#1}. Un migrant peut donc aussi bien être quelqu'un qui migre pour rejoindre sa famille, étudier, travailler – temporairement ou au long-courant –, pour chercher l'asile, ou encore passer sa retraite au soleil. Les migrants internationaux représentent 272 millions de personnes dans le monde. Les migrants internes (au sein d'un même pays ; donc oui, un Liégeois qui déménage à Namur est un migrant !) sont plus nombreux : on en compte 740 millions. Donc, au total, sur les 7 milliards d'êtres humains, 1 milliard est en situation de migration^{#2}. Pourtant, le mot « migrant » est souvent utilisé dans les discours publics de nos pays pour renvoyer à un type spécifique de personne : le migrant « illégal », souvent un homme pauvre venant d'un pays du Sud pour rejoindre l'Europe ou l'Amérique du Nord, et généralement mis en avant dans une volonté de faire peur, stigmatiser et discriminer.

☐ Migrante

Les femmes sont souvent absentes des récits de migration, plutôt vues comme des « suiveuses », c'est-à-dire qui migrent avec leur famille ou restent au pays en attendant que leur mari soit installé pour le rejoindre. Pourtant, elles sont nombreuses à ouvrir la voie : 51% des migrants internationaux sont des femmes, et 30% des demandes d'asile en Europe sont introduites par des femmes. Les migrantes sont des travailleuses qualifiées ou peu qualifiées, des réfugiées, des étudiantes, des clandestines, des entrepreneuses, ... une réalité plurielle pour des femmes aux origines, classes sociales, et objectifs migratoires très diversifiés, impossibles à caser dans des catégories fermées. Elles migrent parce qu'elles fuient la guerre, car elles veulent plus d'autonomie en tant que femmes, parce qu'elles sont à la recherche d'opportunités, et bien d'autres raisons encore qui peuvent changer au fil du temps. Une chose est sûre cependant : le fait d'être femmes les rend plus vulnérables aux violences et inégalités. Et si elles sont issues de pays du Sud ou non-blanches, les discriminations sont d'autant plus accentuées^{#3}.

☐ Migrant privilégié

Proposé par la sociologue Sheila Croucher ce terme « désigne les personnes qui, dans la formulation de leur projet migratoire, bénéficient des relations asymétriques entre leur pays d'origine et celui où elles s'installent »^{#4}, avantagées par leur nationalité, leur classe sociale, leur origine ethnique, etc. Un retraité français qui s'installe au Maroc, par exemple, bénéficie d'une forme de privilège : il pourra facilement voyager grâce à son passeport^{#5} et profiter de la différence de coût de la vie des deux pays pour vivre une retraite confortable. Les migrants privilégiés peuvent franchir les frontières sans crainte, et valoriser facilement leur capital économique, leurs compétences, leurs diplômes, leur culture et/ou leur réseau à l'étranger. Le migrant privilégié regroupe donc une large catégorie de personnes qui ne sont souvent pas désignées « migrantes » (bien qu'elles le soient), mais « expatriées », « Erasmus », « digital nomads », etc. Pour les plus pauvres, par contre, migrer est souvent un luxe inaccessible ou qui nécessite de s'endetter : pour un Vietnamien, migrer au Japon coûte l'équivalent de 6 ans de salaire vietnamien moyen^{#6} ! Et les migrants moins qualifiés ou aisés seront moins bien vus, alors qu'ils ont eux aussi de grands réseaux de sociabilité et pratiquent plusieurs langues. Un fait est clair : migrer est bien plus simple quand on est né dans le bon pays, et la bonne famille.

#01 WIHTOL DE WENDEN CATHERINE, 2021. « ATLAS DES MIGRATIONS : DE NOUVELLES SOLIDARITÉS À CONSTRUIRE », AUTREMENT, SIXIÈME ÉDITION, P.7. #02 IDEM. #03 LES CHIFFRES ET INFORMATIONS SONT REPRIS DE L'OUVRAGE « LES DAMNÉES DE LA MER » DE CAMILLE SCHMOLL. #04 CLÉMENT GARANCE, FRANÇOIS CAMILLE ET GELLEREAU CLAIRE, 2021. « LES MIGRATIONS DES PRIVILÉGIÉ-E-S », MÉTROPOLITAINES. #05 LE PASSEPORT BELGE DONNE ACCÈS À 185 PAYS SANS FORMALITÉ IMPORTANTE, CONTRE 33 PAYS POUR UN PAKISTANAIS PAR EXEMPLE. #06 REA ANDRÉA ET GEMENNE FRANÇOIS, 2021. « "MIGRANTS" OU "DEMANDEURS D'ASILE" ? », REVUE POLITIQUE.

☐ Migration forcée

Désigne le mouvement de personnes qui n'ont d'autre choix que de quitter leur foyer « en raison de conflits, de violences, de violations des droits de l'homme, de persécutions, de catastrophes et des conséquences du changement climatique. »⁹⁷ En 2021 (avant la guerre en Ukraine), selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), 89,3 millions de personnes étaient déracinées à travers le monde, le double d'il y a 10 ans. Cela est dû notamment à l'augmentation des crises alimentaires, liées à la fois à des instabilités économiques, politiques et/ou au réchauffement climatique.

☐ Demandeur d'asile / Réfugié

Selon Amnesty International, un migrant peut demander l'asile et, si sa demande est acceptée, il deviendra un réfugié, c'est-à-dire une personne qui satisfait aux critères définis par la Convention de Genève. Celle-ci précise qu'un réfugié est une personne qui a fui son pays « craignant avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays. » Une fois reconnue comme réfugiée, la personne peut accéder aux mêmes droits sociaux que les nationaux (mais pas les droits politiques comme le droit de vote ou l'éligibilité électorale). Durant sa période d'attente, par contre, ceux-ci sont limités. Un problème cependant : c'est le pays d'accueil (celui qui reçoit la demande d'asile) qui décide de la définition de l'état de danger : ainsi, la Belgique peut décider que la Syrie, même si en guerre, est un pays sûr et que donc les personnes qui viennent de ce pays ne peuvent pas avoir vécu de danger et n'ont pas à bénéficier d'un statut de réfugié. Autant dire que les ratios d'acceptation des demandes changent donc au fil du temps ou selon le pays : 9% des demandes d'asiles traitées en Hongrie recevront un avis positif, contre 21% en France ou 76% en Suède... Difficile d'y voir une quelconque objectivité. Autre problème : même si les États essaient de classer et trier, dans une volonté de contrôle plutôt que de protection, les raisons qui poussent à la migration sont souvent nombreuses, entrelacées et mouvantes.

☐ Migrant environnemental / climatique

Une personne forcée de se déplacer à cause des effets du dérèglement climatique (sécheresse, montée des eaux, etc.) ou d'une catastrophe naturelle (tsunami, ouragan, etc.). Le terme de « réfugié » est ici un abus de langage, car les causes climatiques ne sont pas reconnues par la Convention de Genève et qu'il n'existe à ce jour aucune loi contraignant les États à protéger ces personnes. Pourtant, aujourd'hui estimé à 50 millions de personnes⁹⁸, le nombre de migrants environnementaux risque d'augmenter drastiquement les prochaines décennies à cause de l'accélération du changement climatique : les estimations vont de 200 millions à un milliard de déplacés (internationaux ou au sein de leur propre pays) à l'horizon 2050⁹⁹. Actuellement, ce sont les personnes vivant dans les pays du Sud qui subissent le plus les effets du changement climatique ou d'une catastrophe naturelle, mais aussi les personnes aux revenus les plus modestes dans les pays du Nord (comme en Belgique où les personnes plus précaires vont vivre dans des zones inondables car les logements y sont moins chers...¹⁰⁰). Alors que ce sont les 10% les plus riches qui sont responsables de la moitié des émissions mondiales de CO₂, cause première des dérèglements climatiques.



☐ Sans-papier / Migrant illégal¹¹

Migrant se trouvant en situation irrégulière (c'est-à-dire non autorisée) dans le pays d'accueil pour plusieurs raisons possibles : demande d'asile refusée, visa expiré, entrée illégale sur le territoire, etc. En Belgique, un permis de travail peut permettre l'accès au territoire à une personne non-européenne (et perdre ce travail peut donc menacer la poursuite du séjour). Fuir la guerre et les persécutions est normalement considéré comme un motif de migration légitime. Vouloir échapper à la pauvreté, la famine, le changement climatique... pas forcément. On estime qu'il existe 150 000 sans-papiers en Belgique¹², qui ne jouissent pas des mêmes droits fondamentaux et protections que les habitants du pays ou que les migrants en situation régulière : ils travaillent par exemple sans protection sociale, ils peuvent être expulsés de leur logement à tout moment, etc. Une précarité maintenue par les gouvernements qui sont bien conscients de leur place dans l'économie : les sans-papiers constituent en effet une réserve de main-d'œuvre bon marché, exploitable à merci, dans des métiers pénibles et en pénurie, délaissés par les nationaux, comme l'agriculture, le soin des personnes, l'entretien ou le bâtiment.

☐ Migrant économique

Selon l'UNHCR, un migrant économique « quitte généralement son pays sur une base volontaire, souvent dans l'espoir d'une vie meilleure. Si le migrant le souhaite, il peut rentrer chez lui en toute sécurité. »¹³ Le migrant économique est souvent une personne qui migre avec un permis de travail. Cela peut être également une personne qui décide de vivre dans un pays moins cher ou moins taxé : par exemple, les retraités français peuvent être exonérés d'impôts durant 10 ans au Portugal, la Belgique est idéale pour les rentiers qui y sont peu taxés, et le taux d'imposition à Andorre est particulièrement bas... si on investit au moins 350 000 euros dans le pays. Il y a donc de nombreux profils de migrants économiques. Pourtant, ce sont essentiellement les migrants du Sud qui seront catégorisés de cette manière, tandis que ceux du Nord seront bien souvent définis comme des « expatriés », terme qui renvoie pourtant à un statut spécifique (une personne envoyée dans un autre pays par son entreprise, qui prend en charge le logement, la scolarité, etc.). Mais cette connotation langagière en dit beaucoup sur les préjugés concernant la migration, l'inégalité de traitement par rapport au pays d'origine et la volonté de classer bien plus sévèrement les motifs de migration des personnes venant du Sud. Est-il donc si difficile de concevoir qu'on peut vouloir fuir la guerre... mais aussi chercher une vie meilleure du point de vue économique ?

☐ Crise migratoire

Expression régulièrement employée dans l'espace médiatique pour désigner l'augmentation du nombre de migrant-e-s arrivant dans l'Union européenne en provenance de pays du Sud à travers des voies d'accès illégales, longues, dangereuses, à la merci entre autres des passeurs et des forces de l'ordre qui harcèlent et violentent sur la route migratoire ou dans des camps informels. Le mot « crise » peut donner à croire que la situation est le résultat d'une « fatalité », une « tragédie » due à un « afflux anormal » de personnes migrantes, alors qu'elle est le résultat de choix politiques qui rendent la migration difficile et souvent illégale. Il s'agit donc bien plus d'une crise de l'accueil, ou de l'asile¹⁴ à laquelle on peut trouver des solutions afin d'éviter, par exemple, les 3000 morts parmi les personnes ayant tenté de traverser la Méditerranée rien qu'en 2021¹⁵.

☐ Justice migratoire

Terme défendu par de nombreuses associations pour mettre en valeur la nécessité du respect des droits fondamentaux, de l'égalité et de la solidarité. En défendant le droit à tout être humain de vivre dignement, la justice migratoire se veut une alternative aux injustices entre pays du Nord et Sud, ces derniers accueillant la majorité des personnes réfugiées ou migrantes¹⁶, et payant le prix fort des bouleversements climatiques. Elle dénonce les politiques répressives actuelles, le racisme, la xénophobie et les préjugés qui déshumanisent les personnes migrantes. Les Belges, par exemple, surévaluent de 140% le nombre de migrants dans leur pays¹⁷, influencés notamment par les politiques et médias qui parlent de « vagues », « tsunamis », de « chasse aux migrants illégaux », de « charge »... et essaient de faire oublier que, derrière le terme « migrant », il y a des êtres humains. La justice migratoire plaide ainsi pour des partenariats entre pays pour que tout humain puisse vivre dignement là où il est né, mais aussi pour l'ouverture de voies sûres et légales de migration et de campagnes de luttes contre les discriminations.

#07 COMMISSION EUROPÉENNE, « DÉPLACEMENTS FORCÉS : RÉFUGIÉS, DEMANDEURS D'ASILE ET PERSONNES DÉPLACÉES À L'INTÉRIEUR DE LEUR PAYS (PDI) », #08 WIHTOL DE WENDEN CATHERINE, OP. CIT., P.24, #09 OXFAM FRANCE, 2021, « COMPRENDRE LES TERMES LIÉS AUX MIGRATIONS », #10 MORMONT MARINETTE, 2021, « JACQUES TELLER : "AVEC LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, IL EST FORT PROBABLE QUE LES INÉGALITÉS ENVIRONNEMENTALES LIÉES AUX INONDATIONS S'EXACÉRSENT", ALTER ÉCHOS, #11 IL EST ÉVIDENT QUE C'EST LE STATUT DE LA PERSONNE QUI EST ILLÉGAL, PERSONNE N'EST INÉGAL, #12 TOUT VA BIEN, 2021, « 4 RAISONS DE RÉGULARISER LES SANS-PAPIERS MAINTENANT ! », [HTTPS://WWW.YOUTUBE.COM/WATCH?V=96-d63h_vf6w](https://www.youtube.com/watch?v=96-d63h_vf6w), #13 UNHCR, « LEXIQUE », [HTTPS://WWW.UNHCR.ORG/BE/LEXIQUE](https://www.unhcr.org/be/lexique), #14 BLOJ R., LENOIR O., MAXIMIN E., 11 MAI 2020, « CARTOGRAPHIER, COMPRENDRE LES MIGRATIONS AU TEMPS DU COVID-19 : 10 POINTS », PARIS : LE GRAND CONTINENT, #15 NATIONS UNIES, 10 JUIN 2022, « MÉDITERRANÉE : DE NOUVELLES DONNÉES MONTRENT UN NOMBRE CROISSANT DE MORTS ET DE TRAGÉDIES EN MER », #16 85% DES 79,5 MILLIONS DE PERSONNES SONT ACCUEILLIES ET SOUTENUES PAR DES PAYS DU SUD (TEVANIA PIERRE ET STEVENS JEAN-CHARLES, 2022, « "ON NE PEUT PAS ACCUEILLIR TOUTE LA MISÈRE DU MONDE" : EN FINIR AVEC UNE SENTENCE DE MORT », PARIS : ANAMOSA, P.31, #17 TEVANIA PIERRE ET STEVENS JEAN-CHARLES, OP. CIT., P.34...

PAR ALIX BURON,
CHARGÉE DE PROJETS À LA FUCID



Crise migratoire ou crise de l'accueil ?

SE FROTTER À LA RÉALITÉ DE CEUX ET CELLES QUI S'ENGAGENT AUPRÈS DES PERSONNES MIGRANTES

Si la vie étudiante regorge d'opportunités, Joséphine Piette en a saisi une qui marquera son parcours : en 2019, alors étudiante au département de géographie de l'UNamur, elle participe à un voyage à la frontière franco-italienne pour y rencontrer des associations d'aide aux personnes migrantes, avec d'autres jeunes du campus namurois et l'accompagnement de la FUCID. La région autour de Nice et Vintimille est en effet un couloir de migration important pour les exilé-e-s espérant déposer leur demande d'asile en France. Un phénomène qui amène son lot d'abus de la part des autorités et forces de police qui essaient de décourager cette migration, mais également une vague de solidarité envers ces migrant-e-s de passage. Aujourd'hui, Joséphine est doctorante au département de Géographie de l'UNamur où elle mène une recherche en épidémiologie spatiale. Mais nous ne l'avons pas interrogée pour parler d'épidémies : nous voulions plutôt revenir sur son engagement étudiant, et ce fameux voyage.

COMMENT AS-TU ENTENDU PARLER DU PROJET DE VOYAGE À LA FRONTIÈRE FRANCO-ITALIENNE ?

En 2019, j'étais en bac 2 en géographie et mes études me plaisaient déjà. Je n'étais pas encore familiarisée avec la thématique de la migration, mais ça m'a motivé directement quand j'ai entendu parler de cette opportunité de voyage. C'est Alix Delvigne, en charge du projet à l'époque, qui était venue faire une présentation pendant le cours de Sabine Henry, professeure à l'UNamur spécialisée dans les questions de migration.

COMMENT S'EST PASSÉ LE PROJET EN LUI-MÊME ?

Déjà, avant le voyage, Sabine Henry nous a donné une séance d'introduction pour nous transmettre les enjeux migratoires de manière générale et lever le voile sur certains clichés : elle nous a notamment appris qu'une grosse partie de la migration se fait de manière interne au pays ou alors dans les pays limitrophes. En plus de cette formation, on était allé-e-s voir le film « Libre » sur Cédric Herrou et Alix nous avait transmis des ressources à lire. Puis, c'est allé assez vite : le voyage a eu lieu en janvier, pendant la semaine blanche. Le but, c'était de réaliser un voyage d'observation : faire un état des lieux de la situation en rencontrant des acteur-ric-e-s engagé-e-s sur le terrain. Le programme était bien ficelé : il n'y a pas eu de jours creux, il n'y a pas eu de jours de tourisme (rire).

S'il y a un mot qui peut qualifier le voyage, c'est : intense. On a été plongé-e-s du début à la fin dans la thématique. Explorer une thématique forte avec des gens qu'on ne connaissait pas vraiment avant, c'était intense. Et puis, par rapport à cette

thématique, on parlait de zéro connaissance et, à la fin de la semaine, on avait vraiment une image complète de tous les enjeux.

EST-CE QU'IL Y A UN MOMENT QUI T'A PARTICULIÈREMENT MARQUÉ PENDANT CE VOYAGE ?

Hum... C'est plutôt les témoignages qui étaient marquants. Ce qui était vraiment impressionnant, c'était de rencontrer ces personnes et voir comment elles s'impliquent individuellement : à chaque fois, on comprenait que le combat faisait partie d'elles. L'une d'entre elles nous a tou-te-s particulièrement marqué-e-s : c'était une tenancière d'un petit café à Vintimille. Tous, dans ce village, n'acceptaient pas des personnes migrantes dans leur établissement, mais elle, elle a été très accueillante et leur a permis d'avoir un espace où elles étaient acceptées dans la « vie réelle », dans un lieu du quotidien, c'est-à-dire ni un centre pour migrant-e-s, ni une œuvre caritative, ni la croix rouge, etc. Moi je crois que c'est comme ça qu'il faut agir : par les petits gestes qui montrent à l'autre que tu le considères. Un concept qui est revenu pas mal pendant le voyage, c'est la dignité humaine.

EST-CE QUE TA VISION DE L'AIDE AUX PERSONNES MIGRANTES A CHANGÉ AVEC CE PROJET ?

Clairement ! Avant, j'avais entendu parler de ce qui se passait en Méditerranée⁰¹ et ça me révoltait. Mais ça paraissait lointain et je n'avais pas vraiment conscience de ce qui se jouait. J'avais accepté le terme « crise migratoire » sans le remettre en question alors que, maintenant, je pense qu'il ne faut pas du tout utiliser ce mot-là. Puisque ce n'est pas une crise migratoire mais une crise de l'accueil : le problème, ce n'est pas que des gens viennent ici. C'est qu'on ne sache pas gérer leur accueil.

ET EST-CE QUE TU AS FAIT D'AUTRES APPRENTISSAGES PENDANT CE VOYAGE ?

Oui ! Plein ! En fait, je vois vraiment, même dans ma vie privée, ce voyage comme une période charnière. Il y a un avant et un après. Déjà, en apprentissages bruts : qu'est-ce qui se passe ? C'est quoi la situation ? À Vintimille, mais plus largement aussi ? Comment les gens s'organisent-ils, qu'est-ce qui est fait ? Et puis, il y a l'apprentissage en termes de partage, de vivre quelque chose avec un groupe et d'arriver à ressortir un message à partir de nos observations. Il y a en effet eu un « après-voyage » où on a essayé de transmettre ce qu'on avait appris sur place : nous avons organisé une exposition de photos réalisées par une militante rencontrée sur place en l'accompagnant d'un podcast que nous avons réalisé avec des témoignages enregist-

très sur place. Et enfin, il y a l'apprentissage sur l'engagement : c'est la première fois que je m'engageais sur une thématique forte, puisque participer à ça, ça signifiait aussi se positionner par rapport à la question migratoire.

TU PARLES D'UN AVANT ET UN APRÈS VOYAGE : EST-CE QUE C'EST JUSTEMENT DANS TON ENGAGEMENT QUE ÇA A CHANGÉ QUELQUE CHOSE ?

Oui ! À la suite de ce voyage, je me suis engagée dans un kot-à-projet, le Devlop'kot à Louvain-la-Neuve, qui traite des thématiques comme le néo-colonialisme et les inégalités sociales.

Aujourd'hui, j'ai besoin de m'entourer de personnes qui ont des réflexions engagées sur le monde et la société et de continuer à évoluer et à me positionner. Actuellement, mon engagement se passe au niveau des idées et des échanges : ce qui m'intéresse, c'est vraiment de continuer à me former, à apprendre, pour continuer à modifier ma façon de voir les choses et de penser... et du coup, de transmettre à d'autres ce que j'ai appris et la vision qui me semble juste. Mais aussi, de continuer à porter des projets.

EST-CE QUE, DU COUP, CE PARCOURS RÉSONNE DANS TON TRAVAIL DE RECHERCHE EN GÉOGRAPHIE ?

Oui, j'ai souvent pu me servir de ce que j'apprenais dans mes projets engagés pour enrichir mes cours puisque la géographie, qui traite principalement de l'interaction humains-environnement, s'y prête bien. Ça résonne aussi parce que, pour l'instant, je travaille sur des pays dits du Sud, l'Argentine et les Philippines. Et j'essaie de le faire avec un certain recul, en questionnant ma posture de chercheuse européenne et en intégrant une compréhension des dynamiques néocoloniales qui peuvent encore exister dans le monde de la recherche.

Ça me tenait à cœur de pouvoir travailler dans une région éloignée parce que la rencontre et la découverte de différentes cultures m'attirent beaucoup, en sachant que cela doit être un échange bilatéral et sans domination. Cela me tenait également à cœur d'avoir une partie plus qualitative, avec des interviews, pour avoir de l'humain dans ma recherche.

POUR CONCLURE, AUJOURD'HUI, QU'EST-CE QU'IL TE RESTE DE CE PROJET DE VOYAGE À LA FRONTIÈRE FRANCO-ITALIENNE ?

Ce projet est encore d'actualité parce que les constats qu'on a fait sur la prise en charge des migrant-e-s n'ont pas changé. Ce qui me révolte le plus, c'est le positionnement des politiques, le non-respect des lois par les personnes qui sont censées les faire respecter, et de savoir que c'est accepté par une majeure partie de la population de cette région française, et ailleurs aussi. C'est quelque chose qui ancre mon engagement : il faut que je continue à réfléchir à cette thématique de la migration, à apprendre, à ne pas fermer les yeux, et à interagir avec les gens. En fait, je pense que ce voyage m'a permis de découvrir la forme d'engagement qui me convient le mieux puisqu'il s'agissait vraiment d'acquérir des savoirs et de parvenir à les transmettre au travers d'un projet, d'une activité, d'un podcast. C'est aussi ce que j'ai fait après en kot-à-projet et ce que j'aimerais continuer à faire car une forme d'engagement qui me plaît et me passionne, c'est la transmission. ●

PROPOS RECUELLIS PAR ADELINE CHABOTIER,
CHARGÉE DE PROJETS À LA FUCID

#01 LA MÉDITERRANÉE EST LA ROUTE MIGRATOIRE LA PLUS MEURTRIÈRE AU MONDE, NOTAMMENT CAR BEAUCOUP DE TRAVERSÉES SE FONT À BORD DE BATEAUX GONFLABLES EN MAUVAIS ÉTAT, ENTRE 2014 ET 2022. LE PROJET MIGRANTS DISPARUS DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS A ENREGISTRÉ PLUS DE 17 000 MORTS ET DISPARITIONS DANS CETTE MER. CES RÉFUGIÉ-E-S ET MIGRANT-E-S RISQUENT ÉGALEMENT LA VIOLATION DE LEURS DROITS FONDAMENTAUX, DES VIOLENCES SEXUELLES, DU TRAVAIL ET MARIAGE FORCÉS, ETC. DANS L'ESPOIR D'UNE VIE PLUS SÛRE EN EUROPE (SOURCE : OHENEBA, 2022. « EN 2021, LE NOMBRE DE MIGRANTS MORTS EN MÉDITERRANÉE EN REJOIGNANT L'EUROPE A DOUBLÉ ». HUFFINGTON POST).



JOSÉPHINE ET LE GROUPE D'ÉTUDIANT-E-S PARTI-E-S À LA FRONTIÈRE
LORS DE LEUR RENCONTRE AVEC LE COLLECTIF
D'AIDE AUX MIGRANT-E-S KESHA NIYA



Face au tri migratoire, une politique cohérente et humaine est nécessaire

La guerre en Ukraine et l'afflux massif de migrant-e-s issu-e-s de ces régions ont démontré une chose : un accueil et une politique cohérente sur les migrations est possible. En effet, on ne peut que se réjouir et saluer les initiatives d'accueil et de solidarité envers les réfugiés ukrainiens, développées par l'Europe et plus particulièrement la Belgique. Néanmoins, une politique à deux vitesses en matière de migration est observable. Le Centre d'Action Interculturelle, dont la mission principale est l'accueil et l'accompagnement des personnes étrangères ou d'origine étrangère, met l'accent sur la nécessité de généraliser cette politique d'accueil pour mettre fin à des situations de précarité, voire de clandestinité.

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les dirigeants politiques européens ont pris des mesures fortes, positives et responsables pour ouvrir leurs frontières, assouplir des procédures et organiser l'accueil de ces personnes qui fuient la guerre. Les citoyens ont aussi fait preuve d'un dévouement sans faille en organisant des collectes, des transports depuis la Pologne et en accueillant même des citoyens ukrainiens chez eux. Après une crise sanitaire et des inondations qui ont touché une grande partie de la population

wallonne, cela faisait chaud au cœur de constater que tout se faisait sans se poser de question, presque « naturellement » oserait-on dire.

Cependant, cet élan positif est à tempérer quand on le met en exergue avec le reste des politiques d'accueil mises en place depuis 2015 et le conflit syrien forçant de nombreuses personnes à quitter leurs pays d'origine :

- Fermeture des frontières européennes et sous-traitance de la gestion des flux migratoires par des pays peu respectueux de la convention des droits humains ;
- Des milliers de personnes mortes noyées en mer Méditerranée, renversées sur les routes ou encore asphyxiées dans des remorques de camion ;
- Des hot spot en surcapacité dont les conditions de vie sont immondes, bien loin de la décence et de la dignité humaine^[1] ;



- Le démantèlement du camp de fortune de Calais sans solutions de relogement et, avec elle, la migration de transit le long de l'E42 qui oblige celles et ceux qui veulent rejoindre l'Angleterre à dormir dans les bois et à tenter, à nouveau, un voyage au péril de leur vie ; une prise en compte insuffisante des droits fondamentaux de ces personnes par les politiques publiques laissant les citoyens quasi seuls face à la prise en charge de ces personnes.
- La non régularisation de milliers de personnes sans papiers, qui n'ont accès à aucun des droits fondamentaux ni à aucune protection sociale mais qui pourtant, contribuent à l'économie belge (1 % du PIB selon les estimations) et ce depuis plusieurs années.

L'élan citoyen et associatif était le seul à nager à contre-courant, avec la naissance d'initiatives citoyennes pour prendre en charge cet accueil, via la création de plateformes citoyennes notamment, des réfugiés syriens. L'État belge avait été condamné par la justice parce qu'il ne respectait pas ses engagements en termes d'accueil (et particulièrement envers les MENA, mineurs étrangers non accompagnés). Beaucoup de réfugiés et demandeurs d'asile, des familles avec enfants, se trouvaient dans les rues, à dormir à même le sol.

ACCUEIL À DEUX VITESSES : DES ARGUMENTS À QUESTIONNER

Cette politique d'accueil à deux vitesses est légitimée, dans le discours des politiques, par différents arguments dont il convient de questionner la pertinence. Le premier de celui-ci serait la prétendue similarité culturelle entre les réfugiés ukrainiens et la population belge. Les réfugiés issus des autres vagues migratoires seraient ainsi à ce point différents, dans leurs us et coutumes, que cela rendrait leur intégration plus compliquée. À ce premier argument, il est possible de répondre que premièrement, les chocs culturels sont signalés par les associations de terrain, s'occupant de l'accueil des réfugiés et que ceux-ci sont aussi nombreux pour les populations ukrainiennes que pour les autres. De plus le parcours d'intégration, rendu obligatoire, permet de traiter ces chocs culturels et de rendre la cohabitation et le dialogue possible entre des personnes issues de communautés multiples. Au-delà de ça, des initiatives locales d'intégration fleurissent un peu partout en Belgique et renforcent encore ce processus. Il est donc erroné de penser que les personnes ukrainiennes s'intégreraient mieux ou que rien n'est fait, de manière générale, pour intégrer les personnes étrangères ou d'origine étrangère dans notre pays.

Un deuxième argument est celui de la proximité géographique, qui rendrait la Belgique davantage responsable de l'accueil de ces populations par rapport à d'autres, situées sur d'autres continents et dont la prise en charge incomberait aux pays limitrophes. C'est oublier les cas documentés de marchés aux esclaves, en Lybie notamment, dans lesquels se retrouvent piégés les réfugiés qui cherchent à fuir leurs pays⁰¹. Que de telles pratiques se déroulent dans des pays avec lesquels l'Union européenne conclut des accords migratoires rend l'aveuglement de nos États d'autant plus criminel. C'est également oublier que la mer Méditerranée se transforme, chaque jour un peu plus, en un cimetière à ciel ouvert⁰². Enfin, c'est omettre que dans la

Déclaration Universelle des Droits Humains en 1948, l'article 14 précise que chacun a le droit de chercher dans d'autres pays protection contre les poursuites et de jouir de ce droit. Restreindre l'accès à un territoire à des personnes dont le statut est reconnu par la législation, c'est donc bafouer un droit fondamental face auquel chacun est l'égal de l'autre, peu importe son lieu d'origine.

POUR UNE POLITIQUE D'ACCUEIL FORTE !

Pour autant, il est important de souligner que le présent article ne vise pas à dénoncer l'accueil réservé aux Ukrainiens. Au contraire, nous soulignons le pas en avant que constitue cette nouvelle politique d'accueil et demandons à ce que celle-ci soit généralisée à l'ensemble des personnes qui aujourd'hui se voient vivre dans la clandestinité et le dénuement le plus total faute d'un statut légal qui tarde à venir. Cependant, il n'est pas non plus question de faire preuve d'angélisme et de croire que le travail d'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère se fera tout seul. L'ensemble des associations de terrain qui travaille chaque jour à faire de cette intégration une réussite (via le parcours d'intégration qui comprend des cours de français, de citoyenneté et d'insertion socio-professionnelle mais également toutes les initiatives locales d'intégration) est conscient de ces efforts et demande à être soutenu dans son travail par les pouvoirs politiques. Ainsi, au vu de la situation socio-économique compliquée renforcée par la crise énergétique, il sera difficilement possible pour les bonnes volontés de se maintenir tout au long de l'hiver. L'accueil des réfugiés ne doit en effet pas être l'affaire de quelques collectifs citoyens mais doit pouvoir être pris en charge par l'ensemble de la société et donc de ses représentants politiques. C'est pour cela qu'aujourd'hui il est temps d'exiger des politiques d'accueil dignes pour tous.

Le réchauffement climatique et ses conséquences sur les populations vont accentuer encore les vagues migratoires que nous connaissons. Au plus vite les structures d'accueil seront correctement outillées pour y répondre, au mieux l'intégration et le vivre ensemble seront facilités. Partout dans le monde, il est possible d'observer des politiques réactionnaires qui cherchent à endiguer le flux de personnes aux frontières. Le bilan de ces politiques montre, premièrement, leur inefficacité et deuxièmement, les conséquences humanitaires désastreuses⁰³. Une politique d'accueil humaine qui accompagne les individus dans la société d'arrivée est au contraire profitable, tant économiquement et socialement. Loin des populismes politiques, les constats de terrain sont éloquentes : nous devons stopper la politique à deux vitesses et mettre en place des politiques fortes et humaines. ●

PAR LE CENTRE D'ACTION INTERCULTURELLE (CAI)

#01 L'OBIS. « "HOTSPOTS", "CENTRES D'ENREGISTREMENT DES MIGRANTS" : DE QUOI PARLE-T-ON ? », [HTTPS://WWW.NOUE-LOBS.COM/SOCIETE/20150907.OBS5387/HOTSPOTS-CENTRES-D-ENREGISTREMENT-DES-MIGRANTS-DE-QUOI-PARLE-T-ON.HTML](https://www.nouve-lobs.com/SOCIETE/20150907.OBS5387/HOTSPOTS-CENTRES-D-ENREGISTREMENT-DES-MIGRANTS-DE-QUOI-PARLE-T-ON.HTML). #02 AMNESTY INTERNATIONAL BELGIQUE. « UE-LIBYE : LES IMAGES DU MARCHÉ AUX ESCLAVES TÉMOIGNENT DU CÔTÉ HUMAIN D'ACCORDS MIGRATOIRES INEXCUSABLES », [HTTPS://WWW.AMNESTY.BE/INFOS/ACTUALITES/ARTICLE/LIBYE-IMAGES-MARCHE-ESCLAVES-TEMOIGNENT-COT-HUMAIN-ACCORDS](https://www.amnesty.be/INFOS/ACTUALITES/ARTICLE/LIBYE-IMAGES-MARCHE-ESCLAVES-TEMOIGNENT-COT-HUMAIN-ACCORDS). #03 HUFFINGTON POST. « EN 2021, LE NOMBRE DE MIGRANTS MORTS EN MÉDITERRANÉE EN REJOIGNANT L'EUROPE A DOUBLÉ », [HTTPS://WWW.HUFFINGTONPOST.FR/INTERNATIONAL/ARTICLE/EN-2021-LE-NOMBRE-DE-MIGRANTS-MORTS-EN-MEDITERRANEE-EN-REJOIGNANT-L-EUROPE-A-DOUBLE_195630.HTML](https://www.huffingtonpost.fr/international/article/en-2021-le-nombre-de-migrants-morts-en-mediterranee-en-rejoignant-l-europe-a-double_195630.html). #04 AMNESTY INTERNATIONAL FRANCE. « AUX ÉTATS-UNIS, DES ENFANTS ENFERMÉS DANS DES CAGES », [HTTPS://WWW.AMNESTY.FR/REFUGIÉS-ET-MIGRANTS/ACTUALITES/ETATS-UNIS-DES-ENFANTS-ENFERMES-DANS-DES-CAGES](https://www.amnesty.fr/refugiés-et-migrants/actualites/etats-unis-des-enfants-enfermes-dans-des-cages)



L'accès aux études, un droit pour tou·te·s ?

Cette année encore, plus de 250.000 étudiant·e·s ont fait leur rentrée dans l'enseignement supérieur en Fédération Wallonie Bruxelles – un chiffre qui ne cesse d'augmenter. Pour beaucoup d'entre eux·elles, ces études sont la suite logique de leur parcours secondaire, le CESS étant le seul passe-droit nécessaire pour accéder à une université ou une haute école, couplé à un processus d'inscription relativement simple, parfois un examen d'entrée. Pourtant, pour beaucoup d'étudiant·e·s étranger·e·s, ayant obtenu leur diplôme d'études secondaires (et parfois supérieures) dans un autre pays que la Belgique, l'accès aux études en Belgique peut s'avérer un véritable parcours semé d'embûches.

Le 18 septembre 2021, Junior Masudi Wasso arrive en Belgique afin d'étudier à l'UCLouvain. Il a obtenu un visa étudiant et s'est inscrit dans cette université après de longues démarches administratives dans son pays, la République démocratique du Congo. Mais alors qu'il a tous les documents en main et a déjà payé les frais d'inscription avant d'arriver en Belgique, il est arrêté lors d'un contrôle de la police aéroportuaire et placé dans le centre fermé de Steenokkerzeel, les policiers considérant le motif de son voyage comme étant suspect⁰¹. Il y restera 17 jours. Le ministère congolais des Affaires étrangères ainsi que l'UCLouvain auront dû intervenir pour qu'il ne soit pas renvoyé dans son pays.

Mansour est Syrien. Il étudiait la biochimie en Ukraine depuis quatre ans et a dû fuir à cause de l'invasion russe. Son moral est au plus bas : non seulement il doit faire une demande d'asile car il ne bénéficie pas d'un statut de protection temporaire comme les ressortissant·e·s ukrainien·ne·s, mais il ne sait pas quand il pourra continuer ses études⁰². Il lui faudra en effet d'abord

obtenir un statut de réfugié – s'il l'obtient – avant de pouvoir prétendre commencer les démarches pour finir sa scolarité en Belgique. Cela pourrait prendre des mois... ou des années.

Damia est une réfugiée syrienne qui habite en Belgique. Elle voudrait obtenir un diplôme de puéricultrice pour pouvoir travailler. Elle a dû attendre deux ans avant de pouvoir suivre des cours de français et fut ensuite confrontée aux difficultés administratives et au manque d'information. Si elle n'avait pas eu le soutien du CAI (Centre d'Action Interculturelle de la province de Namur) et de sa professeure de français, elle n'aurait pas su comment avoir accès à l'enseignement supérieur.

Trois exemples qui montrent, chacun à leur manière, la difficulté d'accès aux études supérieures en Belgique quand on n'est pas issu d'un pays du Nord ou d'une famille privilégiée.

FRONTIÈRES DE PAPIER : LES ENJEUX DE L'ACCÈS AUX ÉTUDES POUR LES ÉTUDIANT·E·S ÉTRANGER·E·S

Pour une personne étrangère, l'accès aux études en Belgique peut se faire après un long labyrinthe administratif aux règles parfois peu claires, en comptant souvent sur de la chance et pas mal de moyens financiers. Anne-Marie Van den Broeck, avocate au Barreau de Bruxelles le disait très clairement il y a presque 20 ans : « les objectifs – avoués ou non – du législateur et ceux de l'administration (...) ne sont manifestement pas d'accueillir largement les étudiants étrangers désireux d'entamer, de poursuivre ou de reprendre des études en Belgique. Le parcours de l'étudiant étranger est marqué d'obstacles et d'embûches avec, à chaque étape, le risque d'être mis hors course »⁰³. Une réalité qui est toujours d'actualité.



L'étudiant-e candidat-e doit ainsi remettre au poste diplomatique belge de son pays une série de documents, comme une attestation d'enseignement, la preuve de moyens de subsistance suffisants (ce qui exclut la majorité des personnes issues de pays moins favorisés), un certificat médical et un certificat d'absence de condamnation. Si son pays figure sur la « liste rouge » de la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'original de son diplôme sera exigé, sachant qu'il faut alors un délai d'homologation : un an en Belgique, trois ans au Cameroun... et parfois une durée indéfinie pour certains pays comme le Sénégal, qui n'a plus délivré de diplôme de l'enseignement secondaire depuis dix ans⁶⁴. Chaque phase de la constitution de ce dossier est lourde et coûteuse. Reste encore un questionnaire de motivation et la possibilité de *screenings* plus approfondis, c'est-à-dire une série d'entretiens sur leurs intentions, compétences et connaissance de la langue⁶⁵.

Mais il ne suffit pas de parvenir à obtenir un visa étudiant : il faut pouvoir le conserver. Par exemple, les résultats scolaires de l'étudiant-e sont pris en compte dans la prolongation de son visa, qui doit être renouvelé chaque année. Ce qui peut être délicat si la personne ne dispose plus des moyens de subsistance suffisants (et qui arrive régulièrement pour celles issues de pays politiquement et économiquement instables).

LA HAUSSE DU MINERVAL... UNE UNIVERSITÉ POUR TOU-TE-S ?

Et puis, reste encore le minerval... Actuellement, le droit d'inscription spécifique (DIS) – qui s'ajoute au coût du minerval de 835€ – est de 4.175€ (hors « pays moins avancés », liste réduite de pays qui ne payent pas le DIS). Cependant, une modification du décret Marcourt, adoptée en 2016, permet l'augmentation du DIS jusqu'à 12.525€ pour les étudiant-e-s non européen-ne-s, 15 fois le montant d'un minerval classique⁶⁶.

Parmi les arguments en faveur de la hausse du DIS, évoqués par les recteurs ayant demandé cette augmentation : le surcoût occasionné par les étudiant-e-s hors Union européenne (UE), leur capacité à payer une hausse du minerval (car venant de familles favorisées, même si provenant de pays appauvris) et la volonté d'augmenter l'attractivité des universités belges au niveau international, le prix du minerval étant considéré comme un signal de la qualité de la formation⁶⁷.

Pourtant, cette hausse de minerval n'aurait permis qu'un bénéfice marginal. L'Observatoire Belge des Inégalités explique en effet que les étudiant-e-s ressortissant de pays hors UE ne représentent que 6% des étudiant-e-s de l'enseignement supérieur francophone (les étudiants français, par exemple, sont plus de quatre fois plus nombreux). Non seulement la hausse du minerval ne permettrait pas de refinancer les universités belges, mais elle fait craindre une hausse généralisée du minerval pour tou-te-s les étudiant-e-s par la suite, comme ce fut le cas au Royaume-Uni, ainsi qu'un financement inégal en fonction de l'« attractivité » des matières enseignées. Tout cela

réduirait l'accès à un enseignement supérieur de qualité, qui n'est pas censé être un investissement individuel vecteur d'inégalités, mais un droit collectif au bénéfice de tou-te-s.

En attendant, nombre d'étudiantes et étudiants étrangers doivent faire face aux inégalités de richesse entre leur pays et la Belgique et donc se serrer la ceinture, même si leur famille

est considérée comme aisée dans leur pays d'origine. À cela s'ajoutent des frais d'inscriptions supplémentaires, qui représentent bel et bien un poids majeur sur leurs conditions de vie : en Belgique, les étudiant-es issu-e-s des pays d'Afrique, par exemple, sont 28% à être dans une situation de « privation sévère », contre 4% des Belges. C'est-à-dire qu'ils ne peuvent pas chauffer leur logement ou s'acheter

du matériel scolaire. Seule exception : les membres les plus fortunés de ces pays... qui privilégient de toute façon les universités les plus prestigieuses du monde, aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni.

RÉFUGIÉ-E-S EN BELGIQUE : UN ACCÈS DIFFICILE À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Si les personnes réfugiées peuvent bénéficier d'un minerval équivalent aux étudiant-e-s belges, leur accès aux études supérieures reste difficile. C'est pourquoi, en mars 2022, le kot à projets Amnesty International de l'UNamur, en collaboration avec la FUCID, organisait une rencontre mêlant témoignages d'étudiant-e-s réfugié-e-s ou en processus de demande d'asile et souhaitant poursuivre leurs études supérieures, et réactions du député à la Fédération Wallonie-Bruxelles et membre de la commission de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, Rodrigue Demeuse.

Mahmoud, Manhad, Mohamed, Damia, Saïf et Sandra y racontaient leur parcours depuis la Syrie, le Salvador ou la Palestine. Des témoignages qui mettaient en lumière des difficultés qui s'additionnent jusqu'à, parfois, devenir un mur infranchissable lorsqu'on désire obtenir un diplôme supérieur en Belgique : la barrière de la langue (et les cours de français souvent surpeuplés et peu adaptés), les discriminations racistes, les démarches administratives longues et souvent opaques, des travailleur-euse-s sociaux mal outillé-e-s,... La recherche d'informations repose donc encore largement sur la personne en demande, qui peut avoir la chance ou non de rencontrer quelqu'un qui connaît mieux le système et pourra la guider, que ce soit une professeure de français ou l'employée d'une association (comme le CIRÉ – Coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers – ou le CAI).

#00 CET ARTICLE EST UN RÉSUMÉ D'UNE DOUBLE ANALYSE PUBLIÉE SUR LE SITE INTERNET DE LA FUCID SUR L'ACCÈS AUX ÉTUDES. POUR LA VERSION COMPLÈTE, VISITEZ NOTRE SITE INTERNET : [HTTPS://WWW.FUCID.BE/ANALYSES-ETUDES/](https://www.fucid.be/analyses-etudes/) #01 LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE L'ÉDUCATION PERMANENTE ASBL, 4 OCTOBRE 2021. « JUNIOR MASUDI WASSO ENFERMÉ POUR RIEN ». #02 MUHOMA-MAHORO CLOVIS, FÉVRIER PAULINE, BÉRARD ANTOINE ET WITMEUR EMILIE, 20 AVRIL 2022. « D'UKRAINE EN BELGIQUE : UN ACCUEIL À DOUBLE VITESSE POUR LES ÉTUDIANTS RÉFUGIÉS », JOURNALISME ULB. #03 VAN DEN BROECK ANNE-MARIE, 1993. « LES ÉTUDIANTS » DANS « LE DROIT DES ÉTRANGERS », MIGNON ET JADOUJ (DIR.), PRESSES DE L'UNIVERSITÉ SAINT-LOUIS, PP.105-123. #04 CIRÉ ASBL, 2017. « QUEL ACCÈS À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN BELGIQUE POUR LES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS ? ». #05 BELGA, 4 AVRIL 2018. « THEO FRANCKEN ANNONCE UN SCREENING APPROFONDI POUR LES ÉTUDIANTS CAMEROUNAIS », RTBF. #06 ECOLOJ, 7 DÉCEMBRE 2016. « RETOUR SUR | MOUVEMENT « NON À LA HAUSSE DU MINERVAL DES ÉTUDIANT-E-S HORS UE » À L'ULB ». #07 OBSERVATOIRE BELGE DES INÉGALITÉS, 5 DÉCEMBRE 2016. « L'AUGMENTATION DU MINERVAL DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS ».

Un point particulièrement sensible : les équivalences de diplôme – qu'il s'agisse du CESS ou de diplômes supérieurs obtenus dans le pays natal. Car non seulement les personnes en exil n'ont pas toujours pu se préparer et emporter des preuves de leurs diplômes, mais ce document ne leur garantit pas l'obtention d'une équivalence complète. Cela les oblige parfois à recommencer à zéro une scolarité universitaire déjà entamée ou terminée dans le pays qu'elles ont dû quitter. Ces difficultés se conjuguent à une procédure très longue, les étudiant-e-s présent-e-s témoignant d'un délai de plus d'un an entre leur demande et la réception d'une forme d'équivalence. Cela retarde d'autant plus la possibilité d'intégrer l'université une fois le niveau de français suffisant.

Mais entrer dans un cursus universitaire n'est pas tout : une fois admis-es, les étudiant-e-s doivent bien souvent faire face à une solitude et une difficulté d'intégration qui peuvent avoir des impacts importants sur la scolarité⁶⁸. À cela s'ajoutent les freins de l'incertitude de leur parcours d'asile, l'imprévisibilité des procédures qui empêche de se projeter dans l'avenir, le stress d'un titre de séjour limité dans le temps, le manque de ressources financières... qui montrent l'étendue des difficultés qui peuvent affecter ces étudiants. L'hospitalité⁶⁹ des Hautes Ecoles et universités ne doit donc pas s'arrêter à l'étape de l'inscription : les étudiant-e-s réfugié-e-s ont besoin d'un accompagnement tout au long de leur parcours au sein de l'établissement, à travers une vision nécessairement plus holistique de l'accueil. La chercheuse Sarah Degée pointe ainsi le besoin général d'un encadrement plus poussé, entre programmes préparatoires permettant de familiariser les étudiants et étudiantes à une culture universitaire différente, et une aide à la fois administrative, psychologique, matérielle et de guidance académique¹⁰.

UN FOSSÉ QUI SE CREUSE SOUVENT DÈS L'ÉCOLE SECONDAIRE

Actuellement, seulement 3% des personnes réfugiées dans le monde, de la tranche d'âge 19-23 ans, ont accès à un enseignement postsecondaire – la moyenne mondiale (comprenant donc les personnes non-réfugiées) étant de 37%¹¹. Dans l'Union européenne et en Amérique du Nord, ce chiffre passe même à 75%. Un fossé qui se creuse dès l'école secondaire. Les personnes réfugiées qui intègrent un cursus belge pendant les années secondaires doivent en effet rapidement s'adapter à une nouvelle culture éducative, une nouvelle langue et un marché de l'enseignement souvent opaque. Même si elles étaient considérées comme de bons élèves dans leur pays d'origine, beaucoup renoncent alors à leurs ambitions, abandonnent leurs études ou intègrent les filières les moins valorisées¹².

Pour les autres, qui arrivent avec un diplôme en poche – secondaire ou d'enseignement supérieur – les freins pratiques sont nombreux, conjugués à une volonté de l'État de leur faire rejoindre le marché du travail le plus rapidement possible. Comme l'explique Rix Depasse, du CIRÉ ASBL : la priorité pour un-e réfugié-e est d'abord le revenu d'intégration sociale. Pour l'obtenir, il doit pouvoir expliquer comment il compte gagner sa vie dans le futur. « Et les CPAS préfèrent des objectifs à court terme menant directement à un emploi. Pour qu'un projet d'études à long terme soit accepté, il faut que le futur étudiant puisse vraiment argumenter, démontrer ses chances de succès, et qu'il s'engage à trouver un job pour contribuer au coût de ses études »¹³.



Pourtant, un diplôme supérieur est souvent seul moyen, pour ces personnes, de retrouver un niveau de vie approchant celui qu'elles avaient chez elles¹⁴. Il s'agit également d'une manière de regagner une puissance d'agir, après avoir été confrontées à la pitié, les préjugés, une dépendance économique souvent mal vécue, et une position de subordination face aux institutions (car c'est le pays d'accueil qui décide qui peut entrer ou non, selon des critères souvent arbitraires, qui confisque leur passeport d'origine et restreint leur mobilité¹⁵). Finalement, ces études supérieures leur permettent de participer à la reconstruction du pays quitté, un désir qui se retrouve dans les discours de beaucoup de jeunes réfugié.e.s.

DES BARRIÈRES DRESSÉES, QUI MAINTIENNENT LES INÉGALITÉS

Que l'on soit étudiant.e étranger.e ou réfugié.e, on comprend donc que l'accès aux études dans les universités du Nord est encore bien difficile.

Dans un monde où l'éducation devient globalisée, étudiants étrangers et internationaux ne sont pas catégorisés de la même manière et renvoient à des stratégies différentes : faire obstacle à l'étudiant étranger venant des anciennes colonies et des pays du Sud, attirer les étudiants internationaux de pays enrichis ou de pays du Nord, en rendant nos universités plus « crédibles », plus « prestigieuses »... et peut-être bien plus coûteuses. Alors que l'accès aux études dans leur pays d'origine est encore un problème important pour nombre d'étudiant.e.s du Sud (notamment à cause du peu de places disponibles dans les universités de leur pays), l'accès à certains savoirs leur est toujours refusé par des frontières financières et de papier. Non seulement les pays du Nord imposent leurs propres normes et savoirs à travers le monde, mais on refuse aux étudiant.e.s d'anciens pays colonisés, sur lesquels bien des pays du Nord se sont enrichis, l'accès aux études dans les universités du Nord. Quelques exceptions ? La République Tchèque, l'Allemagne ou la Norvège, où les universités sont gratuites pour tou-te.s.

Pour les personnes réfugiées, l'enjeu est quant à lui d'améliorer leur accompagnement, mais également de soutenir des étudiant.e.s et chercheur.euse.s vivant dans des camps de réfugiés et qui souhaitent obtenir un visa humanitaire afin de poursuivre leurs études¹⁶. Car l'immense majorité des réfugié.e.s ne trouvent non pas un accueil en Europe (qui devient un refuge pour seulement 14% d'entre eux-elles) mais bien en Asie et en Afrique, et dans des conditions souvent précaires¹⁷. Il s'agit également, plus généralement, de soutenir des associations ou collectifs qui plaident auprès des gouvernements ou qui luttent, action après action, pour la réduction des inégalités afin que toute personne puisse vivre décemment où elle le souhaite, pour permettre des voies d'accès légales et sûres à la migration, et pour mettre en place des dispositifs d'accueil qui donnent les mêmes chances qu'aux nationaux au lieu de maintenir structurellement des conditions de précarité liées à la migration.

Car une multitude d'inégalités (origines ethniques, statut administratif et socio-économique) marquent profondément les trajectoires de ces personnes, appauvries ou rendues vulnérables par une série de causes (sociales, environnementales, politiques, économiques,...), mais dont l'origine est commune : l'endettement. L'endettement de leur pays natal, lourdement impacté par des siècles de colonialisme, des politiques néolibérales d'austérité imposées par les pays du Nord et les institutions financières internationales, et qui crée instabilité et pauvreté. L'endettement individuel des personnes migrantes, dont le prix de

l'exil augmente chaque fois que les politiques migratoires se durcissent, sans pour autant dissuader. Endettement qui augmente encore dans le pays d'accueil, face à des difficultés administratives et financières causées par des politiques toujours plus restrictives en matière d'immigration¹⁸. C'est en comprenant cette cause première des migrations, largement mise en valeur par des associations comme le CADTM, que l'on peut situer la problématique de l'accès aux études dans une perspective plus large et percevoir comment les frontières et les politiques migratoires peuvent maintenir en place violences et dominations.

Au-delà d'une perspective tournée uniquement vers l'enrichissement de nos propres pays, il est donc temps de songer plus amplement à une politique solidaire d'ouverture de nos cursus d'enseignement supérieur. C'est-à-dire permettre à tous et toutes d'avoir accès à des universités de classe mondiale, dans un contexte de mobilité internationale toujours plus importante. Non seulement car il s'agit d'une richesse supplémentaire à travers la diversité culturelle, mais surtout parce que l'accès au savoir devrait être un droit, et non un luxe, qu'importe le pays d'où on vient. ●

PAR ALIX BURON,
CHARGÉE DE PROJETS À LA FUCID

^{#08} DIFFICULTÉ D'OBTENIR DES NOTES DE COURS, D'ÊTRE INTÉGRÉ-E POUR LES TRAVAUX DE GROUPES, MANQUE DE CONFIANCE EN SOI ET MOTIVATION, CONFRONTATION À DES PRÉJUGÉS... ^{#09} DEPUIS 2017, CITOYEN-NE-S, VILLES ET COMMUNES SE SONT LANCÉ-E-S DANS LE MOUVEMENT « COMMUNES HOSPITALIÈRES », CELLES-CI S'ENGAGENT EN FAVEUR DES PERSONNES MIGRANTES. CE MOUVEMENT S'EST ÉLARGI AUX UNIVERSITÉS ET HAUTES ÉCOLES ET LA FUCID S'Y EST IMPLIQUÉE AVEC DE NOMBREUSES ONG, SYNDICATS ET CITOYEN-NE-S. L'UNAMUR A SIGNÉ LA MOTION « UNIVERSITÉ HOSPITALIÈRE » EN 2018, DANS LA CONTINUITÉ D'ACTIONS DE SOLIDARITÉ MISES EN PLACE DEPUIS 2015. L'UNAMUR PROPOSE AINSI L'ACCOMPAGNEMENT DE DÉMARCHES ADMINISTRATIVES, L'ACCÈS À DES LOGEMENTS DE TRANSIT, DES COURS DE FRANÇAIS OU ENCORE LA GRATUITÉ POUR LES EXAMENS D'ADMISSION ET DE MAÎTRISE DU FRANÇAIS. ^{#10} DEGÉE SARAH, 2021. « ÊTRE RÉFUGIÉ SYRIEN ET ÉTUDIER : PARCOURS ET DISPOSITIFS AU SEIN DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR », PP.155-176, DANS UNE DÉCENNIE D'EXIL SYRIEN : PRÉSENCES ET INCLUSION EN EUROPE, DEGÉE ET MANÇO (DIR.), 1. ^{#11} UNHCR (HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS), « ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR », #12 OGER ELODIE, 2021. « TRAJECTOIRES D'ÉLÈVES SYRIENS DANS L'ENSEIGNEMENT BELGE FRANCOPHONE : RETOUR RÉFLEXIF SUR LES PARCOURS SCOLAIRES », PP.155-173, DANS UNE DÉCENNIE D'EXIL SYRIEN : PRÉSENCES ET INCLUSION EN EUROPE, DEGÉE ET MANÇO (DIR.), #13 LOVENFOSSE MARIE-NOËLLE, JUIN 2017, « MIGRANTS/RÉFUGIÉS : QUEL ACCÈS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ? », ENTRÉES LIBRES, N°120. ^{#14} ON OUBLIE SOUVENT QUE BEAUCOUP DE PERSONNES RÉFUGIÉES – OU MIGRANTES EN GÉNÉRAL – EN EUROPE SONT ISSUES DES CLASSES MOYENNES ET SUPÉRIEURES DE LEUR PAYS, NOTAMMENT CAR LE VOYAGE NÉCESSITE UN CERTAIN CAPITAL ÉCONOMIQUE. ^{#15} SASIA JULIE, 2018. « ÊTRE ÉTUDIANT ET RÉFUGIÉ. LA CATEGORISATION À L'ÉPREUVE DES MOBILITÉS ET DES POLITIQUES D'ACCUEIL », MIGRATIONS SOCIÉTÉ, N°174, PP.75-89. ^{#16} OU ENCORE DE METTRE EN PLACE DES FORMATIONS DIPLOMANTES DANS LES CAMPS DE RÉFUGIÉS MÊME, COMME LE FAIT L'UNIVERSITÉ CANADIENNE DE YORK GRÂCE À UN LABORATOIRE À DISTANCE, AUPRÈS D'UNE SOIXANTAINE DE PERSONNES. UNHCR, « CHAPITRE 3 : L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR HORS DE PORTEE », #17 EN 2019, UNE POIGNÉE DE PAYS SEULEMENT (TURQUIE, COLOMBIE, PAKISTAN, OUGANDA) ACCUEILLAIT AINSI UN TIERS DES RÉFUGIÉS, ALORS QU'ILS NE REPRÉSENTENT QUE 1,6% DE L'ÉCONOMIE MONDIALE. UNICEF, 2020. « LES ENFANTS MIGRANTS ET RÉFUGIÉS EN BELGIQUE PRENNENT LA PAROLE », 120 PAGES. CARTON ANAIS, FABART ALAIN. « DETTES ET MIGRATIONS CONTRAINTES : L'ÉTROITE IMBRICATION ENTRE EXIL FORCÉ ET DOMINATION SUBIE PAR L'ENDETTEMENT », CADTM, #18 IDEM.



TÉMOIGNAGE

Récit de vie d'une doctorante camerounaise à l'UNamur

ENTRETIEN AVEC INÈS SOPBUÉ

Née au Cameroun il y a 31 ans, Inès Sopbué est doctorante à l'Université de Namur. Titulaire d'un doctorat en médecine vétérinaire obtenu au Cameroun, elle est arrivée en Belgique en 2021 grâce à une bourse d'études pour réaliser un master de spécialisation en gestion intégrée des risques sanitaires dans les pays du Sud coorganisé par l'UNamur, l'ULiège et l'ULB. Durant ce master, elle a rencontré la professeure Catherine Linard avec qui elle a écrit un projet qu'elle a soumis pour financement à l'UNamur. Actuellement bénéficiaire d'une bourse pour son doctorat, elle travaille sur la cartographie des zones et des périodes à risques d'émergence et de transmission de la fièvre hémorragique Ebola et de la fièvre de la vallée du Rift au Cameroun. Elle a accepté de nous raconter son expérience de vie en Belgique.

QUELLES ONT ÉTÉ LES DÉMARCHES À ENTREPRENDRE AVANT VOTRE ARRIVÉE ? AVEZ-VOUS RENCONTRÉ DES DIFFICULTÉS PARTICULIÈRES ?

Quand j'ai été retenue pour la bourse, j'ai passé un entretien virtuel avec les coordonnateurs du master. Ils nous ont ensuite tenu la main durant toutes les étapes de la procédure : que faire pour obtenir le visa, quels documents fournir à quel moment, comment s'inscrire à l'ULiège, etc. Après, ils nous ont envoyé des documents destinés à l'ambassade. J'ai aussi passé des examens médicaux. Tout s'est très bien passé et j'ai obtenu le visa une semaine et demi après avoir soumis le dossier auprès de l'ambassade. Donc cela a été facile selon moi.

COMMENT SE SONT PASSÉS VOS PREMIERS PAS AU SEIN DE L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE ?

Lorsque je suis arrivée, en septembre 2021, sévissait encore le covid. La bourse ARES dont j'étais bénéficiaire a tout pris en charge pour qu'on puisse être en isolement pendant 10 jours. Ils avaient réservé un hôtel pour toutes les personnes de ma promotion. Dès notre arrivée, on a reçu un chèque de 2000 euros pour entreprendre les démarches de recherche d'un kot, les frais d'équipement, l'abonnement de bus, etc. Des personnes ressources au sein de l'Université étaient présentes pour nous renseigner sur les étapes à suivre et pour nous aider à trouver un logement à Liège. On était super bien accompagnés, ce qui a rendu les choses faciles.

LE CONTENU DES ÉTUDES ET LA MANIÈRE D'ENSEIGNER SONT-ILS SIMILAIRES À CE QUE VOUS AVEZ CONNU AU CAMEROUN ?

C'est fort différent parce qu'au Cameroun, en général, les cours se font de façon magistrale : le professeur dicte le cours, et on copie. Ou alors il explique le cours sur base de supports qu'on



a déjà en mains. Ici, le cours est plus interactif. L'étudiant est au cœur de son apprentissage parce qu'on essaye d'abord de savoir ce que l'étudiant sait, et puis à partir de là on essaye de construire ce qu'il a besoin de savoir ou d'acquérir comme compétences par la suite. C'est très participatif comparé à ce que j'ai vécu au Cameroun. En plus de cela, il y a des activités pédagogiques que les professeurs organisent pour qu'on puisse partager entre étudiants et que chacun puisse profiter du savoir et de l'expérience des autres. Il y a aussi des sorties qui ne cadrent pas forcément avec le cours et qui se font en dehors de l'université mais qui permettent de se détendre et d'avoir une bouffée d'air supplémentaire.

SELON VOUS, QUELS SONT LES AVANTAGES POUR LES CHERCHEURS ÉTRANGERS À EFFECTUER LEURS RECHERCHES EN BELGIQUE ET DANS L'AUTRE SENS, POURQUOI LES UNITÉS DE RECHERCHES BELGES FINANCENT-ELLES CES CHERCHEURS ?

Beaucoup de recherches menées par des doctorants dans mon pays d'origine ne sont pas financées intégralement par des bailleurs de fonds. Donc c'est un grand privilège pour moi de bénéficier de cette bourse complète car je suis payée chaque mois, j'ai reçu tout le matériel nécessaire à mon travail et mes recherches sont financées. Cela facilite les choses car, contrairement au Cameroun, je n'ai pas besoin d'avoir d'activité parallèle pour pouvoir survivre.

Dans notre bureau, il y a deux Belges, une Rwandaise, une Kenyane, un Béninois et moi, une Camerounaise. Même du point de vue africain on est vraiment d'horizons divers. Donc ce sont des cultures différentes. C'est très enrichissant de pouvoir échanger avec des personnes de contextes différents car on reçoit des retours sur leur vécu, leur façon de penser, leur façon de vivre, ce que je partage également avec eux. Leur façon de réfléchir et d'aborder certains aspects de la recherche est intéressante aussi. Souvent, tu peux poser ton problème aux autres et tu vois qu'ils l'abordent sous un angle auquel tu n'aurais jamais pensé. La relation avec les professeurs est très différente. Ici, ils permettent qu'on les appelle par leur prénom, ce qui ne se fait pas chez nous où il y a un fossé qui existe entre les étudiants et les professeurs. Cela illustre une relation de domination et de subordination, que je n'ai pas ressentie ici car ici ils nous traitent comme des collaborateurs. Il y a beaucoup de respect dans la relation qu'il y a entre ma promotrice et moi, et je peux m'exprimer et donner mon point de vue librement et le défendre sans qu'on ne m'impose ce que je dois faire et comment je dois le faire.

COMMENT EST NÉ VOTRE PROJET DE DOCTORAT ET COMMENT EN AVEZ-VOUS SÉLECTIONNÉ LA THÉMATIQUE ?

Il s'agit d'une collaboration entre le Laboratoire National Vétérinaire, le principal laboratoire de recherche vétérinaire au Cameroun, et l'UNamur. C'est donc un projet conçu en collaboration avec un organisme sur place et non un projet uniquement conçu en Belgique pour le Cameroun. C'est pensé en fonction de problématiques locales et de ce dont les gens peuvent avoir besoin là-bas. Mes recherches seront donc profitables à mon pays d'origine. Le choix de ces deux zoonoses^{#1} a été fait en concertation avec les experts vétérinaires et en santé publique camerounais. C'est comme ça qu'on a écrit le projet et nous avons demandé une validation de leur part avant de le soumettre pour financement ici à l'Université de Namur.

POURRIEZ-VOUS NOUS PARTAGER UNE ANECDOTE MARQUANTE QUE VOUS AVEZ VÉCUE ICI DANS LE CADRE DE VOS ÉTUDES ET/OU RECHERCHES ?

Quand j'étais à Liège l'année dernière, ma promotion n'était constituée que de ressortissants de pays du Sud. Donc je n'avais pas beaucoup d'interactions avec les Belges, et encore moins les étudiants belges. Mais cette année, comme on travaille avec d'autres chercheurs belges, j'ai souvent des discussions sur la manière dont ça se passe chez moi, dont les choses se passent ici, etc. Il y a beaucoup de choses qu'ils sont curieux de savoir. Nous avons par exemple parlé des méthodes de contraception et du fait que, dans mon pays par exemple, il y a beaucoup de grossesses précoces chez les adolescentes, ce qui est apparemment beaucoup plus rare ici.

DANS VOTRE VIE QUOTIDIENNE EN BELGIQUE, AVEZ-VOUS ÉTÉ CONFRONTÉE À DES CHOCS CULTURELS OU À DES CHOSSES AUXQUELLES IL A ÉTÉ DIFFICILE DE S'ADAPTER ?

Par exemple, j'ai remarqué qu'ici les gens n'ont pas de mal à parler de leur vie privée, et c'est quelque chose qui, dans le contexte où je suis née et où j'ai grandi, ne se fait pas vraiment.

Quand je suis dans le bus, par exemple, j'entends les gens qui parlent de leur vie privée alors qu'ils ne se connaissent pas. Même ici au département les gens parlent de leur vie privée et souvent même exposent leurs problèmes « intimes ». C'est quelque chose qui m'a vraiment surpris. Chez nous on garde beaucoup de réserves dans ce sens-là. Du coup, moi j'ai souvent été très réservée et j'ai craint avoir heurté des personnes car je restais un peu effacée quand ils me posaient des questions sur ma vie privée.

SELON VOUS, QUELS SONT LES POINTS POSITIFS ET/OU NÉGATIFS DE LA VIE ICI EN BELGIQUE ? CERTAINES CHOSSES OU MANIÈRES DE VIVRE AU CAMEROUN VOUS MANQUENT-ELLES ?

Le positif au Cameroun, c'est que j'y ai toute ma famille. C'est rassurant de savoir qu'à tout moment on puisse aller les voir ou passer un peu de temps chez eux, ce qui n'est pas le cas quand je suis loin. Les repas qu'on cuisinait au Cameroun, ça me manque aussi, c'est quelque chose que j'aimais bien. Mais ici en Belgique ce que j'aime bien c'est que tout soit carré. Ça veut dire que quand on a donné un emploi du temps, une ligne à suivre, on s'y tient. Les échéanciers sont respectés. Par ailleurs, je ne dois pas m'inquiéter de manquer d'aliments. Ici, c'est difficile d'être en manque d'une denrée alimentaire ou d'un produit par manque d'argent. Ici, je suis à l'abri du besoin. Ce qui n'était pas toujours le cas au Cameroun.

AVEZ-VOUS L'UNE OU L'AUTRE BONNE ET/OU MAUVAISE EXPÉRIENCES VÉCUES EN BELGIQUE À PARTAGER ? AVEZ-VOUS DÉJÀ ÉTÉ CONFRONTÉE AU RACISME ICI EN BELGIQUE ?

On se sent différente en étant de couleur et d'origine étrangère, ça c'est clair. Quand on est dans un milieu où on est entourée que de personnes de race blanche, les autres te regardent bizarrement. Mais en ce qui concerne le racisme à proprement parler, je n'en ai été victime qu'une seule fois à ma connaissance, c'était quand je cherchais un kot. J'avais appelé un bailleur qui m'a dit qu'il n'avait plus de kot disponible et quand je lui ai dit que je cherchais depuis un moment, il m'a dit « vous savez pourquoi on vous répond souvent non ? C'est parce-que vous êtes africaine, c'est parce-que vous êtes noire ». Quand il m'a dit ça j'ai dit « OK, je vous souhaite une bonne journée, au revoir » et j'ai raccroché. Ma promotrice, elle, n'est pas raciste du tout, car la plupart de ses étudiants sont africains.

Il y a aussi eu de bonnes expériences. Quand j'habitais à Liège, j'ai été invitée par mon colocataire qui travaillait dans le laboratoire de neurosciences de l'Université. Parfois il organisait des sorties avec ses amis et amies et il m'avait invitée à une excursion pour voir l'Atomium. C'était super chouette et c'est une expérience que j'avais beaucoup aimée. Je ne peux que dire merci à la Belgique parce qu'elle m'a accueillie et me traite super bien. J'espère que je vais être à la hauteur de ma thèse et produire des résultats qui satisferont l'Université de Namur. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR ANTOINE STASSE,
CHARGÉ DE PROJETS À LA FUCID

#01 MALADIES QUI SE TRANSMETTENT DES ANIMAUX À L'HOMME ET VICE VERSA.



Cristina Jiménez Moreta et United We Dream

D'IMMIGRANTE ILLÉGALE À LEADER MILITANTE

Arrivée comme immigrée illégale aux États-Unis à l'adolescence, Cristina Moreta est désormais l'une des voix les plus influentes du pays en faveur d'un statut légal pour les jeunes migrant-e-s sans papiers.

UNE ENFANCE DANS L'ILLÉGALITÉ

1998 : Cristina Jiménez Moreta a 13 ans. Alors qu'elle est née et vit en Equateur, ses parents décident d'immigrer aux États-Unis. Ils fuient la pauvreté – due notamment à l'instabilité politique et économique du pays – avec des rêves plein la tête d'un pays de justice et d'opportunités. Un détail, cependant : ils n'en ont pas l'autorisation. Cristina devient donc une immigrée « non-documentée », comme le disent les Américains, c'est-à-dire sans papiers. Illégale.

La jeune Équatorienne grandit à New York, avec le vécu de la stigmatisation, de la discrimination et de la honte de son statut d'illégale. La crainte, aussi, de ne pas pouvoir accéder à des études supérieures : car si elle vit aux États-Unis depuis des années, les droits de scolarité sont trois à quatre fois plus élevés pour une ou un étudiant international (ce qui comprend les migrants non documentés) que pour un résident et elle ne peut postuler pour aucune bourse fédérale. C'est là que Cristina découvre le monde des activistes qui luttent pour que des personnes comme elle puissent accéder à ce droit fondamental – et d'autres encore.

L'ENTRÉE DANS LE MONDE MILITANT

Pour elle, ce sera un coup de chance : grâce à une nouvelle loi dans l'État de New York, elle parvient à entrer à l'université et sort diplômée en sciences politiques et administration publique. Déjà investie dans la défense des personnes non documentées risquant la déportation, notamment des ami-e-s proches, elle crée en 2008 United We Dream, avec deux autres jeunes sans papiers. Une petite organisation qui devient rapidement, avec ses 400.000 membres, le plus grand groupe de pression du pays pour l'accès aux droits des personnes jugées illégales. L'une de leurs plus grandes victoires est la mise en place du DACA (Deferred Action for Childhood Arrivals), une loi qui permet aux jeunes migrants d'obtenir un moratoire de deux ans sur leur expulsion s'ils sont arrivés aux États-Unis en étant mineurs, un délai qui leur permet de postuler pour un visa de travail afin de rester sur le territoire. Le DACA leur permet également de travailler légalement, d'obtenir un permis de conduire et d'ouvrir un compte bancaire. Aujourd'hui, cette loi protège 650.000 jeunes à travers le pays contre la déportation, comme le frère de Cristina, Jonathan.



VIVRE DANS L'INJUSTICE

Sur 11 millions d'immigrants illégaux aux États-Unis, 1 million a moins de 18 ans. Cette absence de papiers est une prison invisible quotidienne : ouvrir un compte bancaire, obtenir un travail, acheter une carte SIM... tout est plus difficile. Sans compter les arrestations arbitraires, les discriminations et le risque de déportation qui sépare souvent des familles. À cause de cela, beaucoup souffrent d'anxiété chronique. Une situation qui connaît ses similarités en Europe où les enfants sans papiers vivent souvent dans des logements insalubres, ont un accès limité aux services publics et sont bien plus à risque de plonger dans la pauvreté. Ensuite, passé 18 ans, ils perdent une série de leurs droits et protections, comme l'accès à l'éducation ou aux soins de santé. Chaque année, ils sont ainsi plusieurs milliers à être déportés avec leur famille.

CHANGER LES LOIS POUR AMÉLIORER L'ACCÈS AUX DROITS

Pour United We Dream et Cristina Jiménez Moreta, les personnes qui subissent les injustices sont aussi celles qui peuvent trouver des solutions innovantes et efficaces. C'est en puisant dans leurs histoires personnelles que les jeunes de l'organisation font en sorte de changer les lois pour protéger les familles contre la déportation et améliorer leur accès aux droits, mais aussi d'influencer l'opinion publique sur les immigrants illégaux. Dans une vie modelée par la politique et la peur d'être déportés, leur action leur permet de sortir de l'ombre et de montrer à quel point les immigrants contribuent au pays – en étant souvent exploités par celui-ci.

À 35 ans passés, après plus de dix ans de combat pour régulariser son statut, Cristina Moreta a finalement obtenu la citoyenneté américaine. Pour la première fois, elle a été en mesure de voter pour son président. Et elle lutte toujours pour que les voix des migrant-e-s non documenté-e-s soient entendues, et que leur existence cesse d'être criminalisée. ●

L'ÉQUIPE DE LA FUCID.

PORTRAIT



Mehdi Kassou et la Plateforme Citoyenne

ORGANISER LA SOLIDARITÉ

Né dans une famille modeste, Mehdi Kassou suit une ascension professionnelle fulgurante jusqu'à devenir cadre dans une multinationale. Un parcours professionnel qui ne le destinait pas, a priori, à devenir le porte-parole de la plus grande Plateforme Citoyenne de soutien aux personnes migrantes en Belgique. Il a pourtant tout balancé pour rejoindre cet élan de solidarité à travers le pays.

En été 2015, la « crise migratoire »^{#1} bat son plein : le nombre de migrant-e-s rejoignant l'Europe atteint un pic, notamment à cause de la guerre civile syrienne, tandis que les pays européens se déchirent sur l'organisation de l'accueil et la répartition de la solidarité. La Belgique, elle, suit une politique répressive sous la houlette de Theo Francken, alors secrétaire d'État à l'Asile et aux Migrations, multipliant entre autres les expulsions de personnes migrantes.

PALLIER LES LACUNES DU GOUVERNEMENT

À ce moment-là, Mehdi Kassou a une trentaine d'années. Il a entendu parler de la situation et sait que des centaines de personnes se rassemblent au parc Maximilien à Bruxelles dans l'attente de déposer leur demande d'asile, vivant dans la rue, sans aide du gouvernement – l'accueil est pourtant une obligation internationale. Sur place, il est frappé par la situation. Face à l'immobilisme du gouvernement, des citoyen-ne-s s'organisent, notamment en dressant une liste de besoins matériels pour les migrant-e-s présent-e-s dans le parc. Mehdi Kassou rejoint rapidement ce noyau militant qui veut répondre aux lacunes des pouvoirs publics : il achète des tentes, relaye les besoins sur les réseaux sociaux, organise une levée de fonds pour acheter un oud au musicien irakien Hussein Rassin et se fait famille d'accueil d'un adolescent érythréen, Zuber. Rapidement, le mouvement se structure et s'officialise : naît l'ASBL de la Plateforme Citoyenne de Soutien aux Réfugiés.

Pendant deux ans, Mehdi Kassou jongle alors avec son métier dans une multinationale et son action militante, avant de se consacrer à temps plein à la Plateforme Citoyenne. Petit à petit, l'association devient un acteur incontournable sur les questions migratoires, avec comme objectif de lutter contre la politique belge de durcissement de l'accueil et les discours des médias que ses membres jugent biaisés ou passifs. C'est notamment grâce à Mehdi Kassou, qui est devenu le directeur opérationnel et le porte-parole de l'ASBL : il passe bien à la télévision, sait être percutant, enchaîne les plateaux TV et les émissions radio... renforçant le poids médiatique du mouvement et sa légitimité. Un autre de ses atouts : sa double culture, belge et



marocaine, qui le pousse à imaginer ce qui peut rassembler les gens, et non les diviser, et considérer que la différence est une richesse et non une faiblesse.

TRACER LA VOIE POUR TOU-TE-S LES AUTRES

Aujourd'hui, la Plateforme Citoyenne assure un accueil inconditionnel pour toutes les personnes migrantes, exilées, demandeuses d'asiles ou encore sans papier grâce à plus de 100 salarié-e-s et 500 bénévoles. Depuis 2015, des milliers de personnes ont ainsi accueilli des réfugié-e-s à travers toute la Belgique, distribué des dons matériels de première nécessité, fourni des informations sociojuridiques, transporté les migrants du parc Maximilien vers des familles pour qu'ils puissent dormir au chaud. Tout cela malgré une tentative de criminalisation des hébergeurs et hébergeuses, certain-e-s ayant été poursuivi-e-s en justice. Un travail parfois risqué, donc, et qui prend du temps : il faut apprendre à connaître les gens, s'assurer que familles d'accueil et migrants s'entendent bien, qu'aucune relation de domination ne puisse s'immiscer (la Plateforme ne fait par exemple jamais loger des femmes seules chez des hommes seuls et inversement) et accompagner les gens au-delà du contact de départ. Aujourd'hui, la Plateforme gère en outre des centres d'hébergement d'urgence et des centres d'accueil, où vivent entre 15% et 25% de mineurs non accompagnés, particulièrement vulnérables.

Si Mehdi Kassou est la figure publique de ce mouvement, on comprend donc que son succès est avant tout dû à toutes ces énergies citoyennes qui s'engagent pour une société plus juste. Mais il fait partie de ces quelques personnes qui ont tracé la voie pour toutes ces autres qui voulaient agir, sans savoir où et comment. ●

L'ÉQUIPE DE LA FUCID.

#01 CRISE MIGRATOIRE OU CRISE DE L'ACCUEIL ? VOIR LE LEXIQUE DE LA MIGRATION DANS CE NUMÉRO DU FOCUS !



Dérèglements climatiques et migrations : une fatalité ?

ENTRETIEN AVEC JELENA LUYTS

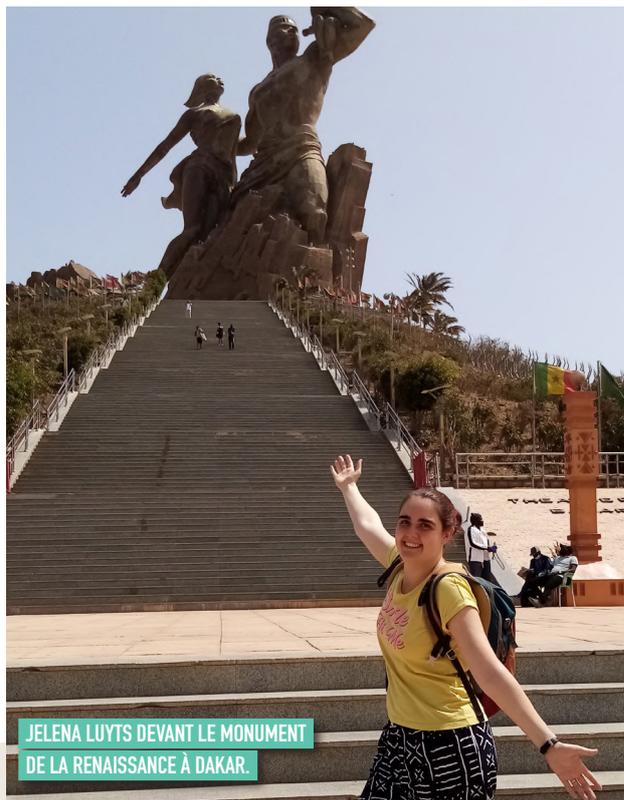
Jelena Luyts est doctorante-chercheuse à l'Université de Namur, au département de géographie, depuis deux ans. Son travail : comprendre comment les communautés rurales du Nord du Sénégal s'adaptent aux changements de leur environnement en fonction de leur vécu et de leurs perceptions. Il s'agit en effet d'une zone aride et impactée par le dérèglement climatique, alors que beaucoup de ses habitant-e-s vivent de la terre. Un travail qui peut nous enseigner beaucoup sur les perceptions et les dynamiques d'adaptation à ces changements climatiques, négociées au quotidien par ces populations. L'une de ces adaptations : la migration.

PEUX-TU NOUS DIRE CE QUE C'EST QUE LA MIGRATION ENVIRONNEMENTALE ?

Vous avez deux heures (rires). La migration désigne le mouvement de populations qui quittent leur lieu de résidence pour aller vers un autre. Ensuite, on essaye de préciser les raisons de ces mouvements. Si l'on parle de migration environnementale, les gens partent car ils ont subi des changements au niveau de leur environnement : ce peut être des phénomènes extrêmes comme des ouragans ou des typhons, mais aussi des changements plus progressifs, comme la sécheresse qui va amener des difficultés dans leur quotidien et les pousser à chercher des terres plus fertiles pour leurs activités ou pour vivre, tout simplement. Ce n'est pas toujours simple de faire la part des choses : quand il y a des changements environnementaux plus lents, il y a en effet souvent plus de causes à la migration que juste l'environnement. Mais c'est un aspect qui va favoriser le mouvement.

QUI SONT LES PERSONNES LES PLUS IMPACTÉES PAR CES DÉRÈGLEMENTS CLIMATIQUES ? OÙ VIVENT-ELLES ?

Obtenir des chiffres précis est compliqué : ce sont surtout des estimations qui dépendent de la définition que l'on a du « migrant environnemental ». Mais les régions les plus touchées sont celles du « Sud ». En Océanie, par exemple, des îles font/vont faire face à la montée des eaux et à l'érosion des côtes. Je travaille plutôt sur l'Afrique de l'Ouest, où l'aridification pose problème à travers une augmentation des températures et des pluies plus variables et moins importantes. Ce sont aussi des régions où les personnes sont dépendantes de la terre dans leur activité économique. Au Sénégal, où je mène ma recherche, l'agriculture et l'élevage sont très importants pour l'économie du pays. Ces changements ont donc un impact direct sur leur revenu. Tout leur quotidien peut alors être impacté. Tandis qu'en Europe, où une plus large proportion de la population travaille dans le secteur tertiaire, nous ressen-



JELENA LUYTS DEVANT LE MONUMENT DE LA RENAISSANCE À DAKAR.

tons moins les impacts du dérèglement climatique sur notre vie quotidienne. Il est clair que nous ne sommes pas tous égaux face aux phénomènes climatiques. Par exemple, ce sont souvent des populations avec un niveau socio-économique plus faible qui vont vivre dans les zones les plus vulnérables aux ouragans ou aux raz-de-marée. Elles ont aussi moins de ressources pour y faire face et se reconstruire par après. Le genre est un autre facteur d'inégalités. Si je reprends le cas du Sénégal, le poids de la gestion familiale repose encore fort sur la femme : c'est elle qui cuisine, fait les courses, s'occupe de la gestion financière, etc. Les difficultés apportées par les changements d'environnement retombent donc surtout sur la femme : elle va devoir composer avec la diminution de revenus du mari en mettant en place un petit commerce pour avoir un complément de revenu, par exemple, et elle va s'occuper seule du foyer alors que l'homme va pouvoir se permettre de partir plusieurs mois dans une autre localité pour pêcher ou pour la saison agricole. J'ai remarqué que les jeunes étaient aussi très affectés. Beaucoup d'entre eux se rendent compte des difficultés de leurs parents et, du coup, très jeunes, commencent à contribuer financièrement. Les aînés, surtout, partent aux champs avec leur père.

EST-CE QUE LES PERCEPTIONS DES DÉRÈGLEMENTS CLIMATIQUES DANS LES ZONES OÙ TU TRAVAILLES AU SÉNÉGAL SONT PROCHE DE CELLES QUE NOUS AVONS EN BELGIQUE ?

Il y a des discours plus globaux sur le changement climatique, les villageois sénégalais sont très au courant, même si leurs explications peuvent être assez vagues, sans perception des causes profondes. Mais les discours percolent et créent aussi une appréhension pour le futur : ils soulignent la gravité de la situation, que c'est quelque chose qui va durer dans le temps. Cependant, dans ces communautés rurales, c'est le vécu qui va prévaloir : les agriculteurs vont plutôt percevoir les changements au niveau de la pluie, dont dépend une bonne récolte ; les pêcheurs vont plutôt parler de la diminution de poissons dans le fleuve ou la mer. En Belgique, on a plutôt une perception formatée par des médias : nous recevons beaucoup d'informations, mais avons moins de métiers directement liés à l'environnement. Les inondations, l'année passée, nous ont donné un réel vécu des changements climatiques, mais, dans le Nord du Sénégal, ils doivent négocier cette relation au quotidien. Leur dépendance de la nature fait qu'ils ont un ressenti beaucoup plus fin. C'est ça qui fait qu'ils ont besoin de s'adapter et que certaines personnes vont migrer : c'est leur vécu et leur vision des choses qui vont les influencer, plus que les données météo. Je suis donc convaincue qu'il faut partir des gens, de leur quotidien, pour mieux comprendre qui va migrer et pourquoi.

C'EST LOIN
d'être une envie de
tout le monde de partir.

LA MIGRATION EST DONC UNE STRATÉGIE PARMI D'AUTRES POUR S'ADAPTER AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES. MAIS QU'EST-CE QUI FAIT QUE C'EST CETTE STRATÉGIE QUI EST CHOISIE ? POURQUOI DÉCIDE-T-ON DE MIGRER ?

Déjà, c'est loin d'être une envie de tout le monde de partir. La plupart des gens, s'ils ont le choix, préfèrent rester et s'adapter localement. On se rend compte aujourd'hui que, même dans des zones complètement détruites par des séismes ou des ouragans, la majorité des gens reviennent sur leur terre. Avec un regard extérieur, on pourrait se dire que c'est déraisonnable, mais la vie d'une personne est très complexe et son attachement à un lieu ne se résume pas à un événement. Tout le monde peut le comprendre : nous sommes tous attachés à l'endroit où on vit ; on a notre réseau, notre famille. Tout laisser et partir n'est donc pas une décision facile. Cela est confirmé par le nombre de migrants qui reste très stable, à peu près 3% de la population mondiale. C'est un signe que les gens veulent d'abord essayer de s'adapter pour rester sur place. Cela déconstruit l'idée que tout le monde veut venir en Europe.

Au Sénégal, le nomadisme et la migration saisonnière se transmettent de génération en génération. Beaucoup de gens partent entre 3 et 9 mois par an pour des campagnes de pêche par exemple, en revenant pour les grandes fêtes dans leur village. Cela leur donne une certaine flexibilité face au changement climatique : les pêcheurs vont changer de lieu de pêche et aller là où ils ont entendu dire qu'il y a encore du poisson. Il est plus compliqué de déterminer ce qui va déclencher une mi-

gration permanente. De ce que j'ai vu, pour certains, c'est le dernier espoir. Ils ne voient pas de solution sur place au long terme et tentent la migration clandestine. Ce sont surtout les familles plus aisées, qui ont déjà eu l'occasion de faire des études à l'étranger, qui peuvent se permettre de migrer légalement et s'établir – car partir loin ou sur le long terme demande un investissement conséquent. Ce sont aussi parfois des migrations pensées comme temporaires, mais qui deviennent permanentes.

COMMENT LE LIEU DE MIGRATION, SI ON MIGRE, EST-IL CHOISI, OU S'IMPOSE-T-IL ?

Il y a plusieurs éléments sur lesquels le choix de la migration se construit : le politique (des liens entre les pays, si les pays acceptent des migrants facilement), la langue, les réseaux (qui on connaît sur place, s'ils ont réussi) et, au niveau micro, le lien familial (si l'on rejoint son mari par exemple). Pour le Sénégal, la France est une destination privilégiée : c'est une ancienne colonie, il existe des liens entre les deux pays et une absence de barrière de la langue. Mais la plupart des gens n'ont pas la possibilité et les moyens financiers d'aller aussi loin. Les pays limitrophes sont beaucoup plus accessibles : ils vont souvent s'y établir, mais cela peut aussi devenir une étape pour aller plus loin.

QUELQUES CHIFFRES POUR CONTEXTUALISER

- Selon la FAO, le secteur agricole employait 27% de la population active dans le monde. En Afrique, c'est même une personne sur deux qui vit de l'agriculture, de la forêt et de la pêche⁰¹.
- L'Union européenne est le premier exportateur mondial de produits agroalimentaires... qui dépendent largement d'intrants, comme le soja pour nourrir le bétail ou les engrais. L'UE est donc le deuxième plus grand importateur de produits liés à la déforestation tropicale (le dit soja) et le premier importateur de produits de la mer⁰².
- Le nombre de migrants environnementaux est difficile à estimer. On parle de 21 millions de déplacement par an rien qu'à cause des catastrophes naturelles (inondations, typhons...)⁰³.
- En 2015, l'UE a créé le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique : une aide au développement pour ces pays, qui doivent en contrepartie juguler les migrations à leurs frontières et aider l'UE dans sa politique de retours. Son budget était de 3,6 milliards d'euros entre 2015 et 2019. Mais beaucoup des pays partenaires ne respectent pas les droits humains et peuvent torturer, rançonner et détenir ces migrant-e-s de manière arbitraire dans des conditions terribles⁰⁴.

#01 L'OISE AGRICOLE, 13 NOVEMBRE 2020. « L'AGRICULTURE, "UN SECTEUR CLÉ DE L'ÉCONOMIE MONDIALE" », BEAUVAIS.
#02 RUIZ MIRAZO JABIER ET AL., 2022. « L'EUROPE DÉVORE LA PLANÈTE », WWF FRANCE : LE PRÉ-SAINT-GERVAIS, 23P.
#03 UNHCR. « CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DÉPLACEMENTS », BRUXELLES, [HTTPS://WWW.UNHCR.ORG/BE/ACTIVITES/CHANGEMENT-CLIMATIQUE-ET-DEPLACEMENTS](https://www.unhcr.org/be/activites/changement-climatique-et-deplacements). #04 PASQUESOONE VALENTINE, 18 JANVIER 2022. « IMMIGRATION : QUAND L'UNION EUROPÉENNE ET SES ÉTATS-MEMBRES CONFIENT À DES PAYS TIERS LA GESTION DES FLUX MIGRATOIRES », FRANCE INFO : PARIS.

DU COUP, AU SÉNÉGAL, Y-T-IL A DES RÉPONSES PLUS STRUCTURELLES, POLITIQUES, AUX BESOINS DE CES PERSONNES ?

Il y a plutôt un gros travail pour limiter les migrations clandestines. L'Europe, mais aussi le Moyen-Orient et les États-Unis, investissent dans la formation des forces de l'ordre sénégalaises – ce n'est d'ailleurs pas propre au Sénégal – qui apprennent à arrêter les migrants potentiels. L'Europe investit des milliards pour former les pays limitrophes (Lybie, Algérie, Maroc) dans le maintien d'une barrière contre les migrants, mais aussi dans des zones plus éloignées, jusqu'au Sénégal. Je ne sais pas si quelque chose va à contre-sens, si des politiques se mettent en place pour faciliter l'accès aux voies de migration – car, dans certains cas, la migration est la meilleure solution. En tout cas, l'effort fourni pour améliorer la vie sur place et permettre aux gens de rester dans leur pays est marginal par rapport aux efforts faits pour essayer de les garder loin des frontières. Il y a pourtant une responsabilité globale pour faire en sorte que chacun puisse vivre dignement là où il le souhaite.

SUR TON TERRAIN, LES BESOINS EXPRIMÉS PAR RAPPORT AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES NE SONT DONC PAS PRIS EN COMPTE OU TRAITÉS À L'HEURE ACTUELLE ?

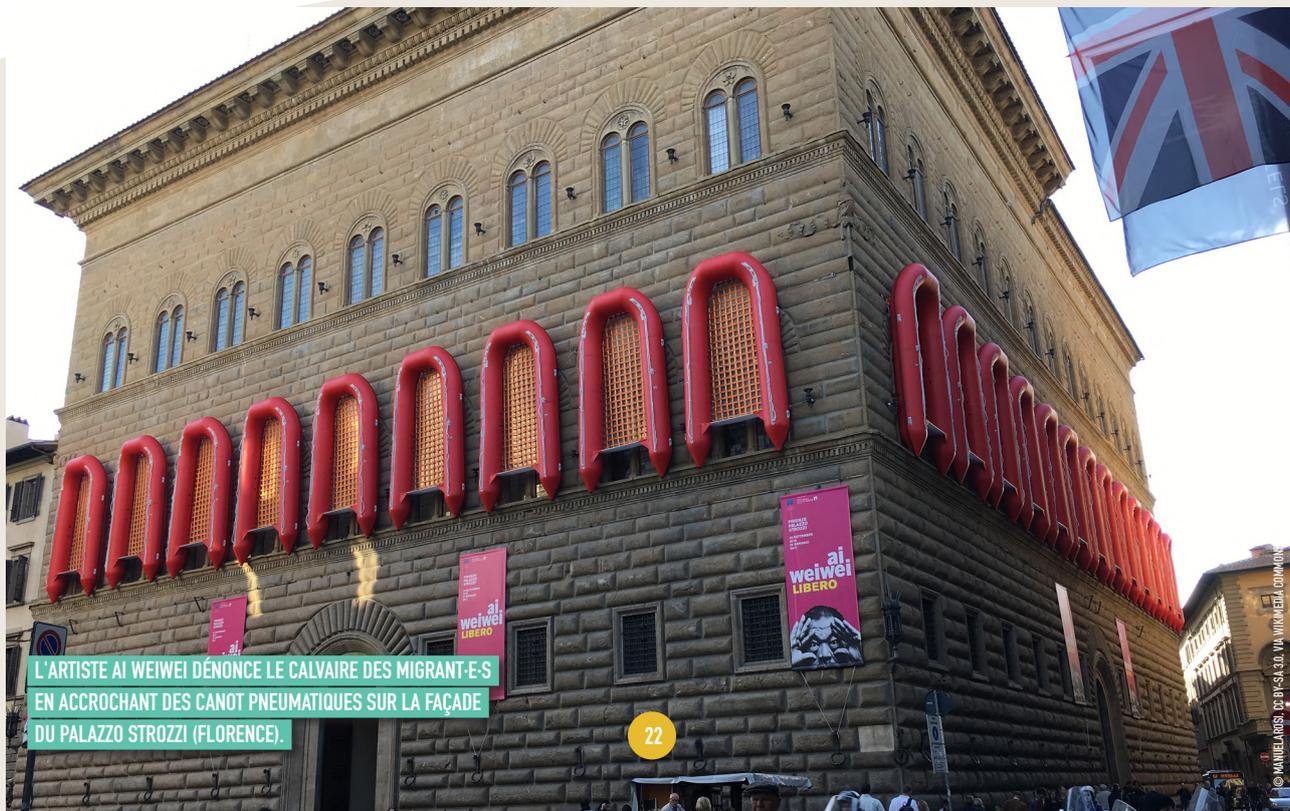
Plusieurs personnes rencontrées m'ont dit qu'elles ont essayé d'interpeller la commune ou l'État. Elles sont parfois entendues, parfois pas. Il y a parfois une bonne volonté, mais les projets doivent être validés ou mis en place par les populations pour que ce soit pérenne, ce qui n'est pas forcément le cas. Or ce sont les personnes impactées qui ont une meilleure vision de leurs besoins. Un pays a par exemple essayé de déplacer toute une population à 40 kilomètres de la mer, car elle habitait en zone inondable. Mais il s'agissait d'un village de pêcheurs : ils sont tous retournés sur place pour pouvoir pratiquer leur activité. Parfois, des solutions qui paraissent idéales (on va déplacer les gens et le problème est réglé), ne le sont donc pas. D'où l'importance de partir du vécu des gens impactés, de comment

ils commencent à s'adapter pour aller dans la même direction, afin de faciliter leur processus.

À mon niveau, je me pose aussi beaucoup de questions sur la bonne façon de faire la recherche et sur ma position dans ce pays qui est très éloigné de ce que je connais. Quel est mon rôle, ma légitimité de faire cette recherche et de la faire comme je la fais ? Ce sont des questions qu'il est important de se poser, en tant que chercheur, ONG ou n'importe qui travaillant sur ces questions avec d'autres pays. Il faut être conscient de la place qu'on a et des relations de pouvoir qui peuvent exister pour éviter de prendre une position paternaliste de « personnes du Nord qui vont venir sauver les gens dans le besoin ».

C'EST VRAI QU'ON PEUT SE DEMANDER CE QUE CES RECHERCHES PEUVENT NOUS APPORTER EN BELGIQUE, MAIS AUSSI AU PAYS DANS LEQUEL EST CONDUIT LA RECHERCHE.

En tant que personne et chercheuse, cela m'apporte beaucoup. Voir un documentaire ou découvrir une réalité en la vivant sont deux choses très différentes. Je suis plus mitigée sur l'impact que j'ai sur place. La plupart des personnes que j'ai interrogées m'ont remerciée d'être venue, car elles se sentent entendues. Mais il y a aussi un fossé entre leurs espérances et ce que nous pouvons apporter en tant que chercheur. Il est donc important d'être transparents sur la raison de notre venue, pourquoi notre recherche est importante, et ce qu'ils peuvent en attendre. Il faudrait aussi essayer d'aller vers une forme de recherche qui ne se limite pas à « je fais mon projet de recherche, je récolte les données, je les analyse et je les publie et ça aura probablement un impact » – c'est ce que les chercheurs espèrent, mais peut-être peut-on, en parallèle, essayer de poursuivre des objectifs qui sont plus proches de ceux de la population. Malheureusement, le monde de la recherche ne le permet pas forcément pour le moment.



L'ARTISTE AI WEIWEI DÉNONCE LE CALVAIRE DES MIGRANT·E·S EN ACCROCHANT DES CANOT PNEUMATIQUES SUR LA FAÇADE DU PALAZZO STROZZI (FLORENCE).



1. JELENA LUYTS DANS LE CADRE D'UN DE SES ENTRETIENS (AVEC SA LIGNE DU TEMPS QUI SERA COMPLÉTÉE).
2. CHAMP OÙ UN GOUTTE-À-GOUTTE A ÉTÉ INSTALLÉ.
3. LIEU OÙ LES FEMMES TRANSFORMENT LE POISSON (FUMÉ, BOUILLI, EN POUDRE, ETC.).



Il est également important de créer une réciprocité : pas juste d'avoir des chercheurs du Nord qui vont au Sud, mais aussi des chercheurs du Sud qui viennent au Nord. Chacun a un point de vue différent et nous avons aussi besoin de leur regard sur nos problématiques. Au département de géographie, beaucoup de chercheurs viennent d'Haïti, du Rwanda, etc. et cela crée des dynamiques et des discussions qu'on n'aurait pas eues entre Belges. C'est une richesse incroyable !

POUR REVENIR À LA MIGRATION CLIMATIQUE ET SES SOLUTIONS, DES ASSOCIATIONS ET DES EXPERTS TROUVENT QU'IL FAUDRAIT UN STATUT LÉGAL DE RÉFUGIÉ ENVIRONNEMENTAL⁰⁵, D'AUTRES SONT CONTRE. PEUX-TU EXPLIQUER CE DÉBAT ET DONNER TON AVIS ?

Certaines situations de persécution font que, légalement, les pays sont obligés de reconnaître le statut de réfugié aux personnes qui les subissent. Les raisons environnementales n'en font pas partie. Le problème est que, si certaines situations sont très claires (comme quand il y a un ouragan et que la maison est détruite), il est plus compliqué de dire à quel moment la migration devient une nécessité lorsque les personnes font face à des changements plus lents. Le statut de réfugié, c'est quand il n'y a plus d'autre solution car le danger est trop grand dans le pays natal : cela « justifie » le fait de pouvoir venir. C'est déjà un problème : on utilise ce statut de réfugié pour trier, justifier que l'on n'accepte pas certaines personnes. Avec un nouveau statut de réfugié environnemental, on va certes augmenter le nombre de gens qu'on va potentiellement accepter, mais cela continue de garder la porte fermée pour d'autres.

De plus, obtenir le statut de réfugié nécessite un parcours long et éprouvant : il faut pouvoir se justifier, raconter son histoire

à répétition, alors que ce sont souvent des vécus traumatisants. Je comprends qu'il faut une forme de contrôle, mais ça ne doit pas être au détriment des personnes qui arrivent. Il faut revenir à un côté plus humain. Peut-être faut-il accepter de faire certaines erreurs et d'accepter des personnes qui ne sont pas forcément dans un besoin extrême, mais peut-être va-t-on gagner en humanité et accueillir dans des conditions plus adaptées des gens qui se sentiront bienvenus.

DONC, PLUTÔT QUE D'AJOUTER UN CAS DANS LEQUEL LES PERSONNES DOIVENT LÉGALEMENT ÊTRE ACCUEILLIES, IL FAUDRAIT RÉFORMER/DÉMONTRE LA POLITIQUE DE TRI ?

Oui, même si je n'ai pas de réponse sur le comment. Il faudrait des groupes rassemblant des gens de différents horizons pour y réfléchir et essayer d'aboutir à une solution qui soit acceptable pour chacun, en remettant l'humain au centre, sans négliger les aspects politiques ou économiques. Je suis convaincue qu'un meilleur système peut être mis en place.

On peut aussi tous avoir un rôle en fonction de notre énergie et disponibilité : dans des associations d'aide aux migrants mais aussi au quotidien, pour créer une société plus accueillante. Il ne faut pas non plus avoir peur de déconstruire les idées préconçues et d'engager la discussion, de montrer le côté positif de la diversité qu'on peut avoir en Belgique. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR ALIX BURON,
CHARGÉE DE PROJETS À LA FUCID

#05 UN DES ARGUMENTS POUR LE STATUT DE RÉFUGIÉ ENVIRONNEMENTAL EST QUE CES PERSONNES SUBISSENT UNE FORME DE PERSECUTION : LES DÉRÈGLEMENTS CLIMATIQUES RÉSULTENT EN EFFET DE CHOIX POLITIQUES (LARGEMENT MENÉS PAR LES PAYS DU NORD, PLUS POLLUEURS), QUI OPPRESSIONNENT CES POPULATIONS DU SUD FORCÉES DE QUITTER LEURS TERRES.



Les migrations Sud-Sud

METTRE EN LUMIÈRE LEUR SOUS-REPRÉSENTATION POUR APPORTER
UNE MEILLEURE RÉPONSE AUX DÉFIS RÉGIONAUX ET MONDIAUX

Taper le mot migration dans un moteur de recherche produit, en moins d'une seconde, plus d'un milliard de résultats. Il ne serait une surprise pour personne que la plupart de ces résultats concernent les migrants économiques, qui quittent leur pays d'origine vers des pays développés⁰¹ en quête d'une meilleure vie. L'image du migrant dans la vision commune serait donc par exemple celle d'un jeune homme du continent africain prêt à tout pour gagner l'Europe en bravant le désert du Sahara et la mer Méditerranée.

Tout en reconnaissant l'existence de ces migrants qui très souvent et malheureusement fuient des conditions économiques, climatiques ou sécuritaires difficiles dans leur pays d'origine, force est de constater que l'attention des médias et de la communauté scientifique est plus tournée vers ce type de migration que l'on pourrait qualifier de migrations Sud-Nord, c'est-à-dire des pays en développement vers les pays développés, que vers les migrations Sud-Sud, c'est-à-dire entre pays en développement. Cependant, selon la Banque Mondiale, la part des émigrés des pays en développement qui migrent vers d'autres pays en développement serait à certains endroits plus grande que la part des émigrés se dirigeant vers les pays développés (World Bank Group, 2019). Ainsi, les migrations intra-régionales sont estimées à 70% dans la région d'Afrique subsaharienne, 28% au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, 23% en Asie du Sud, et 9% en Amérique latine et Caraïbes (*Idem*).

Tout comme les migrations vers les pays développés, les migrations entre pays en développement peuvent s'expliquer par des différentiels économiques entre les pays d'origine et les pays de destination. On peut également associer à ces raisons celles liées à la proximité géographique et culturelle des pays, ainsi que les réseaux de connaissances dont disposent les candidats à la migration.

LES RAISONS MULTIPLES DE LA MIGRATION SUD-SUD

En ce qui concerne la proximité géographique, Ratha et Shaw⁰² (2007) faisaient remarquer que 80% des migrations Sud-Sud s'effectuent entre des pays qui partagent les mêmes frontières. Ce qui peut s'expliquer par le coût du transport entre les pays qui est moindre. De plus, la documentation nécessaire à la circulation des personnes peut être facilitée. En Afrique de l'Ouest par exemple, les conventions de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)⁰³ s'articulent autour d'une libre circulation des biens et des personnes. Les ressortissants de la zone communautaire se déplacent ainsi librement entre les pays membres avec une simple pièce d'identité. La proximité ethnique, religieuse ou culturelle, surtout dans les pays africains, est elle aussi une explication des forts mouvements entre pays. Dans le cas du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire qui sont des pays voisins, 61.1% des migrants burkinabè résident en Côte d'Ivoire (INSD, 2022). En plus de partager des frontières terrestres, le nord de la Côte d'Ivoire et le sud du Burkina Faso partagent des cultures et coutumes presque identiques.



Cela est dû au fait que, de l'un ou de l'autre côté de la frontière, se trouvent les mêmes groupes ethniques, qui n'ont de différence que la nationalité qu'ils portent. On retrouvera ainsi l'ethnie Lobi dans le sud du Burkina Faso et le nord de la Côte d'Ivoire. Les deux pays partagent également une histoire coloniale commune, marquée par des réaménagements de frontières qui ont contribué à accentuer la migration des travailleurs burkinabè vers la Côte d'Ivoire (Piche, 2015). En effet, alors colonie de la Haute Volta, le Burkina Faso était considéré par les autorités de la métropole française comme trop peuplée au regard des conditions climatiques hostiles du pays. Le besoin de main-d'œuvre dans la colonie plus fertile de Côte d'Ivoire a amené à un démantèlement de la Haute Volta d'alors en 1932. Les trois quarts du pays ont donc été rattachés à la Côte d'Ivoire dans le but de stimuler un mouvement de la main-d'œuvre burkinabè vers la Côte d'Ivoire. Dans la même lignée, en ce qui concerne les réseaux de connaissances, le rôle des diasporas et des premiers émigrés dans les pays de destination est fondamental dans certains cas car il réduit les coûts de l'information pour les nouveaux arrivants. Les décisions de migrer et les lieux de migrations eux-mêmes sont facilités par les réseaux de connaissances, les amis ou même la famille déjà présente dans le pays de destination (Meda, 2022).

Sur le plan économique, les migrants en quête de meilleures conditions économiques peuvent se diriger vers des pays mieux nantis que les leurs. On pourra constater par exemple une forte émigration des pays à bas revenus vers les pays à revenus intermédiaires (Ratha & Shaw, 2007a). Ainsi, en Amérique latine, on observe des migrations entre le Chili et l'Argentine, la Bolivie et le Venezuela, ou le Pérou et le Paraguay (*Idem*). Sur le continent africain, il faut noter que l'Afrique du Sud possède une attraction particulière pour ses pays voisins tels que le Lesotho, le Mozambique ou la Namibie, mais également pour les pays lointains comme l'Éthiopie. En effet, les jeunes hommes originaires des régions sud de l'Éthiopie comme Hadiya et Kambata dominent la migration éthiopienne vers l'Afrique du Sud (Estifanos & Freeman, 2022). Dans les Caraïbes, on

constatera une émigration de l'île d'Haïti vers le Brésil. Les raisons de cette migration sont multiples étant donné le contexte climatique et sécuritaire du pays, mais les raisons économiques existent également. En effet, après le tremblement de terre de 2010, le Brésil est devenu la principale destination des migrants haïtiens. Cette migration a été facilitée par la croissance économique du Brésil, mais également par la forte demande de main-d'œuvre lors des jeux olympiques organisés par le Brésil à l'été 2016 (Herns, 2020). Sur le continent asiatique, on peut citer l'exemple de la migration de travailleurs népalais vers la Malaisie. Dans le cas spécifique de cette migration, des agences de recrutement et de placement existent et facilitent la migration des travailleurs migrants vers ce pays d'Asie du Sud attractif économiquement (Kunwar, 2020). Ces migrations pour raisons économiques engendrent des retombées financières mais également non financières importantes pour les pays d'origine.

LES RETOMBÉES MATÉRIELLES ET IMMATÉRIELLES DE LA MIGRATION ENTRE PAYS DU SUD

La migration entre pays du Sud est source de retombées inestimables. En effet, elle conduit à des transferts financiers et non financiers pour les pays d'origine. En ce qui concerne les transferts financiers qui consistent en des envois d'argent d'un expéditeur à un destinataire dans un autre pays, il faut noter qu'il n'existe pas (en l'état actuel de nos connaissances) de données désagrégées pouvant permettre de quantifier de manière précise les montants transférés entre pays du Sud^{#4}. Sur la base d'estimations, la Banque mondiale montrait malgré tout que la part des transferts de migrants entre pays du Sud était de 34%, pourcentage très proche des transferts allant des pays du Nord vers les pays du Sud avec une part de 37% (World Bank, 2016). Paradoxalement, on note que malgré l'importance de ces transferts, envoyer de l'argent d'un pays du Sud vers un

#01 IL N'EXISTE PAS DE DÉFINITION FERME DU TERME « PAYS DÉVELOPPÉ », MAIS IL RENVOIE AUX PAYS CLASSÉS EN HAUT DE LA PYRAMIDE DES PIB PAR TÊTE LES PLUS ÉLEVÉS. IL S'AGIT D'UN TERME FORTEMENT RELIÉ AUX CONDITIONS ÉCONOMIQUES, QUI NE SONT PAS FORCÉMENT CORRÉLÉES AUX CONDITIONS SOCIALES NOTAMMENT INÉGALITAIRES. #02 DILIP RATHA EST ÉCONOMISTE À LA BANQUE MONDIALE, RESPONSABLE DU KNOMAD (GLOBAL KNOWLEDGE PARTNERSHIP ON MIGRATION AND DEVELOPMENT). WILLIAM SHAW EST CONSULTANT À LA BANQUE MONDIALE. #03 LA CEDEAO EST CONSTITUÉE DES PAYS SUIVANTS : BÉNIN, BURKINA FASO, CAP VERT, CÔTE D'IVOIRE, GAMBIE, GHANA, GUINÉE, GUINÉE BISSAU, LIBERIA, MALI, NIGER, NIGERIA, SÉNÉGAL, SIERRA LEONE, TOGO. #04 CELA EST ATTRIBUABLE À DES QUESTIONS DE DISPONIBILITÉS DE DONNÉES FIABLES (RATHA & SHAW, 2007B).

DES EXEMPLES DE COULOIRS MIGRATOIRES SUD-SUD.

SOURCE : PROJET MIDEQ (MIGRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'ÉGALITÉ).





Pour creuser la thématique...

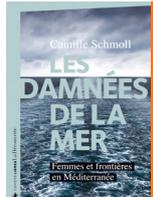
À LIRE



L'ODYSSÉE D'HAKIM FABIEN TOULMÉ

Une bande-dessinée en trois volumes, pleine d'humanité, qui nous emmène sur les pas d'Hakim, un jeune syrien qui a dû quitter son pays et sa famille pour fuir la guerre civile et les persécutions. Une histoire vraie qui nous rappelle à quel point une vie peut basculer en un rien de temps et qui fait ressentir la difficulté de l'exil.

LA SÉRIE EST DISPONIBLE À LA BIBLIOTHÈQUE DE LA FUCID



LES DAMNÉES DE LA MER CAMILLE SCHMOLL

Un essai très accessible pour comprendre la spécificité de la migration lorsqu'on est une femme. La chercheuse Camille Schmoll nous offre une plongée dans la vie quotidienne des migrantes avant, pendant et après leur migration, les difficultés et les oppressions qu'elles subissent (en tant que migrantes venant du Sud et en tant que femmes), mais aussi leurs résistances.

DISPONIBLE À LA BIBLIOTHÈQUE DE LA FUCID

À ÉCOUTER



KIFFE TA RACE BINGE AUDIO

Dans ce podcast, Rokhaya Diallo et Grace Ly – accompagnées d'un-e invité-e – explorent les questions raciales sur le mode de la conversation et du vécu. Intelligents et sans complexe, les différents épisodes abordent une vaste variété de sujets (culture, histoire, féminisme, religion, identité...), mais toujours avec humour et bienveillance.

VIA CE LIEN : [HTTPS://WWW.BINGE.AUDIO/PODCAST/KIFFETARACE](https://www.binge.audio/podcast/kiffetarace)



DÉMINEUR MÉDINE

Démineur, c'est la chanson phare de l'EP du même nom sorti en 2015 et composé par le rappeur Médine. Un rap marqué par son identité franco-algérienne, son vécu du racisme et les contextes politiques français et internationaux. Dans Démineur, il démonte le mépris de classe, les discriminations raciales et le capitalisme qui détruisent le lien social.

VISIONNABLE SUR YOUTUBE

À REGARDER



NOUS TROIS OU RIEN KHEIRON

1984 : après des années de lutte pour la démocratie en Iran, Hibat Tabib, son épouse Fereshteh et leur jeune fils sont contraints à l'exil en France. Le film « Nous trois ou rien » raconte cette histoire vraie de manière drôle et émouvante, entre militance politique, chemin d'exil, déracinement dans une banlieue parisienne et lutte contre l'exclusion sociale.



BIENVENUE À MARLY-GOMONT JULIEN RAMBALDI

Un film qui retrace l'histoire d'un médecin congolais qui, nouvellement diplômé en France, saisit l'opportunité de travailler à Marly-Gomont. Le seul problème : à cette époque, dans les années 70, lui et sa famille sont les seules personnes noires du village et les habitant-e-s regardent leur arrivée d'un mauvais œil. L'histoire vraie et pleine d'humour d'un choc des cultures.

À SUIVRE



@DECOLONISONSNOUS

L'histoire coloniale a laissé des traces profondes dans nos sociétés : pour se justifier, les gouvernements esclavagistes ont en effet inventé le concept de « races », de profonds stéréotypes envers les non-Blanc-he-s et des structures sociales et politiques injustes envers les personnes non-blanches, qu'elles soient citoyennes nationales ou immigrées. La société actuelle est encore maculée de cette colonialité qu'il faut démonter : c'est ce à quoi s'emploie cette page Instagram, avec pédagogie et humour.



@CIREASBL

Le CIRÉ est une ASBL de défense des droits des personnes exilées, avec ou sans titre de séjour, qui mène de nombreuses actions en Belgique. Sur leur page Instagram, ils partagent l'actualité de la crise de l'accueil en décortiquant les accords politiques, annonces gouvernementales et réalités sur le terrain, de façon brève et claire.



L'expérience de la rencontre interculturelle à l'UNamur

EXEMPLE DANS UN COURS D'ANTHROPOLOGIE

Très intéressée par le modèle d'enseignement du *Service Learning*⁰¹, Natalie Rigaux, professeure, entre autres, d'anthropologie à l'Université de Namur, a décidé, l'année académique 2021-2022, de proposer à ses étudiant-e-s de troisième année en sciences politiques de réaliser un engagement de vingt heures au sein d'une association en lien avec la thématique de son cours : la migration. Après cette première année, l'heure est au bilan. Nous avons décidé de l'interroger pour en savoir plus sur ce cours, la plus-value d'intégrer cet engagement des étudiant-e-s dans une association, ainsi que son avis et les premiers retours des étudiant-e-s.

POUR COMMENCER, POURRAIS-TU TE PRÉSENTER ?

Je suis sociologue de formation et professeure de sociologie à l'Université de Namur depuis 1993. Mes thématiques de recherche ont été, pendant plus de 30 ans, les questions du soin à l'égard des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer. Dans le prolongement de cette thématique, je compte réorienter le domaine de mes recherches pour travailler autour de l'hospitalité et des politiques d'asile à travers un travail de terrain dans les lieux d'accueil de populations en demande d'asile ou sans-papiers. L'objectif est d'interroger les interactions qui se déroulent entre des bénévoles, des professionnels de l'accompagnement et des personnes en demande d'asile et de questionner dans quelle mesure la valeur des identités et de la citoyenneté de chacune et chacun est reconnue.

Je suis très heureuse d'enfin développer des recherches qui soient directement en phase avec l'un de mes cours. À la fois parce je suis moi-même engagée dans l'accueil de personnes migrantes, mais aussi car, l'année dernière, c'était la première fois que j'envoyais mes étudiant-e-s sur ces terrains de l'accueil

et j'ai été vraiment saisie par ce qu'ils ramenaient de ces terrains : leurs difficultés, mais aussi la manière parfois discutable des modalités de l'accueil de ces lieux d'hospitalité, loin de nos idéaux d'égalité et de fraternité.

PEUX-TU ME PARLER DE CE COURS D'ANTHROPOLOGIE ? QUELS EN SONT LES OBJECTIFS ?

Le premier objectif du cours est de faire une expérience de la rencontre avec les personnes en migration (en recherche d'asile, sans-papiers, « transmigrants⁰² ») et avec celles qui les accueillent. Cette expérience est menée à travers l'immersion, une méthode propre à l'anthropologie, qui est aussi cadrée par le *Service Learning*, c'est-à-dire que les étudiants vont trouver une place sur le terrain des lieux d'accueil en jouant le rôle, d'une certaine manière, du bénévole lambda.

Le second objectif du cours est de décoloniser la pensée. Ceci revient à considérer que nos pensées restent marquées par un imaginaire colonial et d'approfondir, d'une manière un peu plus technique, de quoi il est fait et quelles représentations de l'autre, datant de la période coloniale, continuent de marquer nos imaginaires et dont il est très important que nous nous libérions. Cela signifie aussi étudier le paradigme « post-colonial » qui s'est développé essentiellement à partir de travaux théoriques menés par des chercheur-euse-s du Sud Global. Je trouve en effet important que les étudiants aient l'occasion d'être familiarisés dans leur cursus avec la pensée des chercheurs du Sud Global. C'est aussi une des façons de décoloniser la pensée.

Je privilégie dans ce cours ce que l'on appelait anciennement une « anthropologie africaniste » qui centre ses travaux sur l'Afrique et ses diasporas (ce qui élargit évidemment le champ).



NATALIE RIGAUX ET SES ÉTUDIANT-E-S.
DURANT CETTE SÉANCE DE COURS, CHACUN-E A AMENÉ UN
OBJET SYMBOLISANT SON EXPÉRIENCE SUR LE TERRAIN.

J'essaie de me focaliser sur l'Afrique pour différentes raisons : premièrement, les étudiant-e-s vont, sur leur terrain, souvent rencontrer pas mal de jeunes noir-e-s originaires de différents pays d'Afrique. Ensuite, pour penser « post-colonialité » ou « décolonialité » en Belgique, c'est évidemment toute notre histoire avec le Congo, le Rwanda et le Burundi qui est en question et il est donc utile de donner des balises par rapport à la colonisation belge dans ces pays. Finalement, la dernière raison est que l'identité noire est l'une des identités qui est la plus victime de toute une série de clichés qui renvoient à un imaginaire colonial étant lui-même relié à l'histoire de l'esclavage.

POURQUOI PENSES-TU QUE CET ENGAGEMENT DES ÉTUDIANT-E-S EST UNE PLUS-VALUE OU NON DANS LE CADRE DE CE COURS ?

Ce n'est pas forcément l'engagement, mais plutôt l'immersion, les rencontres que les étudiant-e-s font sur leur terrain qui font la plus-value, d'abord en termes d'objectifs d'apprentissage. Cela permet d'intégrer et de comprendre la portée de ce que l'on voit en cours d'une façon radicalement différente, en réalisant, au départ de sa propre appréhension de la culture des autres, le type d'imaginaire qui la marque. Par exemple, si l'on demande aux étudiants s'ils réfléchissent dans une perspective évolutionniste (c'est-à-dire cette idée de considérer que toutes les sociétés se construisent suivant le même modèle et que ce modèle, valorisé, est occidental), ils vont évidemment répondre que non. Cependant, lorsqu'ils rédigent leur journal de bord durant leur immersion, je retrouve cette pensée évolutionniste chez certains, comme notamment de considérer que la culture des autres est une culture « traditionnelle » avec des exemples tel que : « les Afghans sont habillés en habits traditionnels » ou « ils ne vont jamais réussir à s'intégrer dans une société ouverte comme la nôtre », etc.

MAIS DONC, EST-CE QUE TU PENSES QUE CERTAINES EXPÉRIENCES D'ENGAGEMENT ONT JUSTE RENFORCÉ CERTAINS STÉRÉOTYPES ?

D'une certaine façon, je comprends que cette expérience puisse être difficile à analyser pour les étudiant-e-s... déjà, parce qu'il ne faut pas croire que les bénévoles, même très militant-e-s en matière d'accueil, aient nécessairement un imaginaire décolonial. Cela arrive donc que les étudiant-e-s entendent chez certains de ceux-ci des choses qui ont tendance à les conforter dans leurs stéréotypes. De même, certains dispositifs mis en place dans les lieux d'engagement peuvent refléter cette vision stéréotypée, par exemple de l'autre comme a priori dangereux ou sexiste.

EST-CE QU'IL Y A LA PLACE DANS TON COURS POUR LES PRÉPARER À SE CONFRONTER À CETTE RÉALITÉ ?

Dès le premier cours d'introduction, mais surtout lors des deux cours qui suivent et qui sont vraiment sur les problématiques de l'immersion, je réfléchis avec eux sur l'interaction, le type de situations dans lesquelles ils vont se trouver et, du coup, le type de questions que cela pose, le type de posture à adopter ou pas. Je leur donne des textes de chercheurs et chercheuses issu-e-s du Sud Global qui expliquent leurs expériences sur des terrains analogues et des outils créés par des anthropologues qui ont déjà beaucoup réfléchi sur ces questions. Il y a toute

une dimension réflexive de la méthodologie de l'immersion du point de vue de l'altérité culturelle, des rapports de domination historiques et contemporains de l'Occident à l'égard du reste du monde, de la manière dont cela va se traduire en termes d'interactions, etc. Avec la FUCID, nous organisons aussi une séance de cours où une personne issue du monde associatif vient expliquer le cadre des politiques d'asile en Belgique, les différents types de statuts pour ces personnes, les différents types de lieux directement liés à des politiques publiques ou pris en charge par des citoyens et citoyennes. Ceci est aussi une manière de les préparer afin qu'ils comprennent le contexte dans lequel ils s'engagent.

QUELS SONT LES RETOURS DES ÉTUDIANT-E-S SUR CE COURS ?

Globalement, ils sont très content-e-s de l'expérience, très heureux-ses d'être sorti-e-s des murs de l'université. Forcément, à travers toute la diversité des expériences, il y a eu des lieux d'accueil qui ont été plus ou moins difficiles à vivre ou qui ont été objectivement plus ou moins intéressants. Certain-e-s vont beaucoup faire de la cuisine avec les bénévoles et puis passer 30 minutes à aller distribuer des repas, c'est moins intéressant, mais c'est aussi un apprentissage.

ET TON AVIS SUR LE COURS, ALORS ?

Là où je suis vraiment fière, c'est que c'est le seul de mes cours où je ressens à quel point les étudiant-e-s racisé-e-s font une différence, au sens tout à fait positif. Le fait qu'ils aient une autre expérience, qu'ils soient issu-e-s d'autres cultures du monde et donc aussi aient un autre regard sur les personnes demandeuses d'asile fait qu'ils ont un apport vraiment important dans ce cours. L'année passée, ces étudiant-e-s ont eu une parole très forte (que je veille aussi à mettre en valeur). Il y avait par exemple une jeune étudiante d'origine marocaine voilée qui a eu des interventions vraiment décisives. Je suis donc très heureuse de voir que la thématique du cours et le fait que l'on partage des expériences créent des occasions de réaliser nos différences et, mieux encore, de les mettre en valeur.

POUR FINIR, QU'EST-CE QUE TU POURRAIS RÉPONDRE À CEUX QUI DISENT QUE CE TYPE D'ENGAGEMENT PEUT ÊTRE CONSIDÉRÉ COMME UNE INSTRUMENTALISATION DU PUBLIC BÉNÉFICIAIRE DES LIEUX D'ENGAGEMENT POUR UN PUBLIC DE JEUNES ÉTUDIANT-E-S PRIVILÉGIÉ-E-S ?

Pour moi, cela n'est pas une objection que j'élimine, mais une des questions que pose l'engagement. Oui, cette inégalité objective est là, et je n'ai pas envie de dire qu'il suffirait d'adopter une posture moins dominante dans l'interaction pour régler le problème, mais on peut travailler avec nos étudiant-e-s pour qu'ils aient conscience de leurs privilèges et de ce qu'ils veulent en faire. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR MAXIME GIEGAS,
CHARGÉ DE PROJETS À LA FUCID

#01 LE SERVICE LEARNING – L'APPRENTISSAGE PAR LE SERVICE – EST UNE APPROCHE PÉDAGOGIQUE QUI VISE À INCORPORER UN ENGAGEMENT SOCIAL DANS L'ENSEIGNEMENT ACADÉMIQUE CLASSIQUE. L'OBJECTIF POUR LES ÉTUDIANT-E-S EST DE PARTICIPER À UN PROJET OU DE S'INVESTIR DANS UNE ORGANISATION DONT LES MISSIONS RELEVANT DE THÉMATIQUES SOCIÉTALES, TELLES QUE LA JUSTICE SOCIALE, LA MIGRATION OU L'ENVIRONNEMENT. PLUS D'INFORMATIONS : [HTTPS://TLLV/MLMB](https://tllv.mlmb). #02 UNE PERSONNE QUI TRAVERSE UN PAYS OU UNE RÉGION DANS LE CADRE DE SON ÉMIGRATION VERS UNE AUTRE RÉGION (OXFORD LANGUAGES).



Je veux agir ! Par où commencer ?

JE M'INFORME ET JE SENSIBILISE MON ENTOURAGE

Des associations sur le namurois font régulièrement des événements sur la thématique de la migration ou du racisme : Plateforme de lutte contre le racisme de la province de Namur, CAI Namur, Caravane Pour la Paix et la Solidarité asbl, AFico, La Casserole,...

Je garde sous la main le lien du Guide du Migrant en Province de Namur (guide-dumigrant-provnamur.be) qui regroupe les différents services (cours de français, logement, accompagnement juridique, etc.) pour les personnes migrantes étrangères dans la province.

JE M'ENGAGE

Je rejoins le projet « tandem citoyen » et je passe du temps avec un MENA (Caroline Canon, UNamur).

Je deviens bénévole, par exemple interprète pour le CAI Namur ou volontaire à la Croix-Rouge (dans l'accueil, la logistique, l'animation,...). Je peux trouver sur le Guide du Migrant de la Province de Namur des appels à bénévoles.

Je rejoins la Coalition 8 mai (coalition8mai.be) qui veut faire en sorte que le 8 mai, jour où l'Allemagne nazie a été vaincue en 1945, redevienne un jour férié en Belgique afin de lutter contre la montée de l'extrême-droite. La coalition organise également des moments de commémoration.

Je rejoins la Plateforme Citoyenne de Soutien aux Réfugiés (btxrefugees.be)

J'AGIS PONCTUELLEMENT

Je participe à une manifestation ou un rassemblement pour un meilleur accueil des personnes réfugiées / un meilleur accès aux droits pour les personnes sans-papiers (Facebook : Coordination des sans-papiers de Belgique ou Collectif namurois de soutien aux sans-papiers) / contre le racisme / contre les centres fermés (Facebook : Cracpe - Collectif de Résistance Aux Centres Pour Etrangers) / contre le fascisme (Facebook : Collectif Antifasciste Namurois)

Je participe aux manifestations ou activités organisées à Namur qui ont lieu chaque année dans le cadre de la journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, le 21 mars.

Je signe une pétition d'Amnesty International, qui demande régulièrement justice pour les personnes migrantes et fait pression sur les États pour le respect de leurs droits.

MAIS AUSSI...

D'autres idées concrètes pour aider les personnes migrantes en Belgique : <https://www.cire.be/publication/comment-aider-les-migrants-en-belgique-voici-idees-concretes/>



L'ARTISTE SAMINA REND HOMMAGE À LA DIVERSITÉ CULTURELLE DE LA VILLE D'AMADORA (PORTUGAL).



Oh ma terre mère des terres...

Me voilà contraint de te laisser à cause de la guerre,
Subsistance survie ou une autre forme de galère.
Toi qui m'as vu naître et m'as soufflé toutes les coutumes an-
cestrales, pour toi je viderai mille et une plumes.
Je ne t'ai pas quitté par ce que je ne t'aimais pas,
Ni par ce que j'en avais marre de toi.
Mais comme toutes les terres tu traversais des hauts et des bas.
Me voilà donc rescapé des terres des mers et des airs pour me
retrouver à l'autre bout de la terre.
Oh ma terre ma terre mère des terres,
Je me rappelle quand tu me prévenais que tu voulais te désal-
térer
Et que tombèrent les premières gouttes de pluie.
Nul n'est roi chez soi mais tu sais qui je suis.
Pieds sur terre, tête en l'air,
Comme si mes épaules ne le supportaient plus.

Le Temps notre obstacle notre allié notre ennemi,
Il nous donne la chance de tout construire puis reprend tout
sans que rien ne perde.
L'univers est à notre faveur, allons tous ensemble le séduire.
Quand le vent nous souffle l'emplacement du bonheur.
Par amour que par amour le soleil y ajoute toute sa ferveur.
Oh malheur ceux qui disent non.
Au bonheur ceux qui disent oui.
Pieds sur terre, tête en l'air,
Comme si mes épaules ne le supportaient plus.

Plume à la main je vide l'ancre dans mon esprit,
Cherchant une bonne dose de lumière dans l'obscurité,
Comme torche mon cœur, qui tente de sillonner toutes les par-
celles de cette vie, bousculant les obstacles avec un baiser de
détermination.
Quand l'horizon nous murmure le chemin, éclairé par la durée
éternelle d'un éclair.
Pendant que les oiseaux chantaient la saison qui leur a plu.
Pieds sur terre, tête en l'air,
Comme si mes épaules ne le supportaient plus.
S'il te plaît viens avec moi, donne-moi la main.
Caressons ce souffle de vie avec la mélodie du cœur Tak Tok !!!
Enveloppés par le temps tik tak tik tak !!!
Je veux tout et sans rien garder avec moi.
Le temps me fait garder la foi, et me fait savourer la joie.
Pourquoi le prendre par les épaules quand je peux le prendre
par les mains.

Pieds sur terre, tête en l'air,
Comme si mes épaules ne le supportaient plus.
Mais le pépiement des hirondelles m'attire.
C'est une beauté comme telle qui m'inspire.
À vrai dire je marche les yeux fermés à cœur ouvert.
Pieds sur terre, tête en l'air,
Comme si mes épaules ne le supportaient plus.

PAR IBRAHIMA BAYE DIOP.
POÈME DÉDIÉ À CEUX QUI ONT LAISSÉ LEUR TERRE, REFUGIÉS, ÉMIGRÉS DE PARTOUT
AUTOUR DE CETTE PLANÈTE TERRE



SCULPTURE DE BRUNO CATALANO.



Engagement et influences de la diaspora dans son pays d'origine

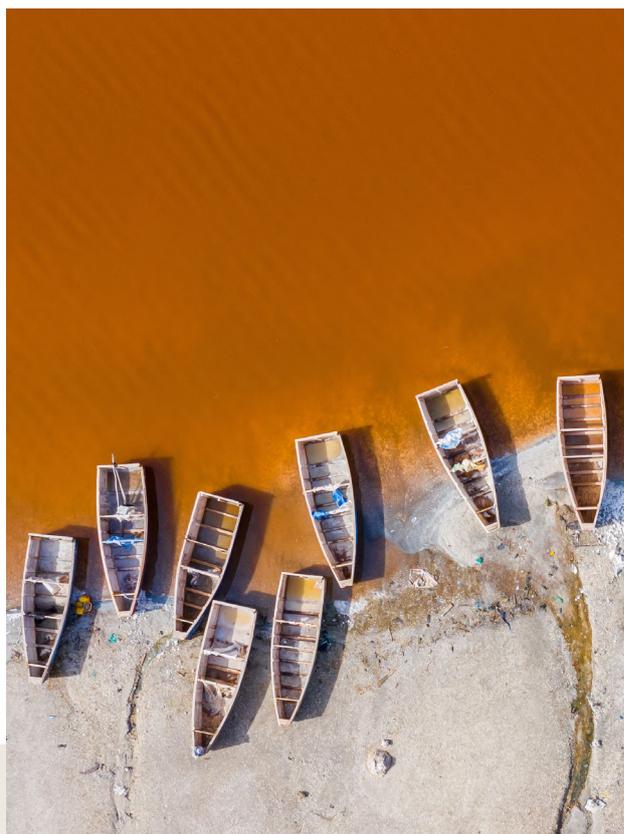
LE CAS DU SÉNÉGAL

Les changements environnementaux, y compris climatiques, impactent fortement les pays d'Afrique de l'Ouest. Et leurs conséquences sur les populations ne devraient pas être dépolitisées. En effet, les rapports de pouvoirs influencent fortement les capacités d'adaptation des communautés affectées, notamment au Sénégal. Les relations sociales des Sénégalais sont aussi perturbées par plus d'un demi-siècle de mondialisation. Parmi ces changements sociaux et environnementaux, les mobilités humaines jouent un rôle crucial. Quel est le rôle de la migration dans les (modifications de) relations de pouvoirs et la résilience sociale face aux changements climatiques ? Le cas de villages sahéliens au nord du Sénégal et leurs relations avec les membres issus de « leur diaspora » en Belgique⁶¹ nous offrent une piste de réponse.

LE MIGRANT INTERNATIONAL, UN ACTEUR DE DÉVELOPPEMENT UTILE FACE AU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

Depuis la fin des années 1960, le Sénégal a connu des vagues de crises économiques et de sécheresses liées aux dérèglements climatiques. Dans un contexte de quasi-absence de l'État dans la région du Fouta-Toro⁶², située dans la moyenne-vallée du fleuve Sénégal au nord du pays, à la frontière mauritanienne, des pertes économiques très importantes sont induites par des perturbations climatiques. Celles-ci causent notamment des dégradations lentes des terres agricoles, encore aggravées par de nouvelles pratiques agricoles non durables, telles que l'usage d'intrants chimiques. Cela a, dans l'ensemble, accru la pauvreté. Les opportunités d'emploi sont rares. Les jeunes quittent alors leurs villages pour rejoindre les pôles urbains, régionaux d'abord et internationaux, ensuite⁶³. Les conséquences se manifestent donc notamment par une émigration importante (Blundo, 1995 ; Dia, 2015).

Les peuples du nord du Sénégal ont toujours été fort mobiles, notamment pour accompagner leurs troupeaux. Cependant, les migrants internationaux d'origine Haalpulaar ont quitté plus massivement leur région pour l'Europe, surtout lors des périodes des grandes sécheresses (1968-1974). En prenant une définition large de la diaspora sénégalaise, l'on peut donc estimer qu'elle représente entre 1/10^{ème} et 1/20^{ème} de la population du pays. Si la majorité se trouve dans un des pays de la sous-région africaine, près de 85 % des migrants sénégalais vivant hors d'Afrique sont en Europe (principalement en France, en Italie et en Espagne). La Belgique est un pays de destination de plus en plus populaire depuis une trentaine d'années :



la diaspora sénégalaise y est actuellement estimée à environ 15.000 personnes⁶⁴.

Cette diaspora occupe depuis longtemps une place centrale dans les ambitions politiques des pouvoirs publics sénégalais (Salzbrunn, 2009 ; Bredeloup, 2014) qui ont intégré à partir des années 1980 les intérêts et apports des « Sénégalais de l'extérieur » ou des « diasporas » dans diverses institutions étatiques œuvrant pour « le développement »⁶⁵, ainsi que dans la gestion des questions migratoires. Ainsi, plusieurs présidents sénégalais ont qualifié « leur » diaspora comme une région à part entière, attestant de sa place symbolique dans les représentations politiques. Pourquoi cet intérêt politique envers la diaspora ?

1. Des ressources issues de la rente migratoire...

Une première raison est la contribution des Sénégalais établis à l'étranger en termes économiques et de (son potentiel de) dé-

veloppement : les envois d'argent vers leurs villages d'origine représentent plus d'un tiers du budget de l'État et près de deux fois l'aide au développement accordée au Sénégal⁰⁶.

De nombreuses familles dépendent de ces envois réguliers. Ils constituent ainsi un maillon incontournable dans la sécurité alimentaire familiale, extrêmement vulnérable aux aléas environnementaux. Si la plupart des investissements économiques sont, au départ, cantonnés à la sphère familiale, leurs effets peuvent servir plus largement à la communauté : par exemple par l'installation d'unités de transformation de produits agricoles et de petites et moyennes entreprises dans différents secteurs (agricoles, transports, boutiques, quincailleries...). L'esprit et les initiatives d'entrepreneuriat étant de plus en plus fortement valorisés, tant par les discours du gouvernement que par les membres villageois, ceux-ci construisent aussi l'image du « migrant agent de développement », contribuant à lutter contre l'exode rural et la migration dite clandestine (Lietaer & Durand-Delacré, 2021).

DE NOMBREUSES familles dépendent de ces envois réguliers.

...et utiles à l'adaptation aux dérèglements climatiques

Si la grande majorité des Sénégalais ne s'identifie pas comme « migrants climatiques », ils sont néanmoins conscients des impacts positifs qu'ils peuvent jouer sur les conditions de vie de leurs proches restés dans leur région d'origine. Car, pour pouvoir s'adapter aux changements socio-environnementaux, il faut des ressources, des « capitaux ». La migration permet au migrant d'augmenter potentiellement son capital économique, social, culturel et politique (Bourdieu, 1972). Le seul fait d'avoir émigré lui confère un statut social. Il peut également offrir un certain accès à des ressources (rares) au sein même du pays ou en dehors : dans de nombreuses localités du Fouta-Toro, les membres de la diaspora font des dons de matériels de santé (ambulances, médicaments, appareils médicaux, etc.) et scolaires (fournitures, bus, ordinateurs) et ont contribué à construire des forages, des écoles et des mosquées en allant frapper aux portes des ministères et des partenaires de la coopération du codéveloppement.

Ces initiatives collectives contribuent, dans une certaine mesure, à des transformations sociales et économiques des sociétés de départ. Dans les représentations sociales, elles ont façonné la figure de réussite du migrant, non seulement comme un acteur économique, mais aussi comme un agent de développement local.

2. L'instrumentalisation politique de la diaspora

Une deuxième raison pour l'intérêt des politiciens et partis politiques sénégalais envers la diaspora est plus insidieuse : la possibilité de l'instrumentaliser. Face à la désillusion des populations envers la politique et les pouvoirs publics au Sénégal, les mouvements associatifs diasporiques apparaissent comme une alternative proche des préoccupations quotidiennes des ci-

toyens. Concrètement, lorsque des élections politiques se profilent à l'horizon au Sénégal, la Belgique fait, depuis les années 2000, partie des pays incontournables à visiter. Pourquoi ?

Parce que les injonctions de vote lors d'élections législatives et locales de la part des migrants internationaux ont un impact significatif sur les résultats de celles-ci (Smith, 2015)⁰⁷. Ainsi, lors de leurs campagnes électorales à l'étranger, les leaders politiques candidats aux élections sénégalaises demandent des services aux migrants engagés dans leurs communautés (dont certains se sont déjà ouvertement engagés politiquement). Il s'agit d'organiser des réunions, des conférences et débats qui sont diffusés sur les réseaux ou financer leur campagne. Ils prennent alors des rôles de « leaders » ou « animateurs » du parti présidentiel (APR), notamment au Fouta-Toro. En guise de remerciements ou monnaie d'échange, il arrive que des leaders politiques en tournée proposent de répondre aux doléances de ces migrants engagés à destination de leurs villages d'origine, mais ils peuvent aussi leur offrir des postes politiques⁰⁸. Celui-ci acceptera généralement la proposition d'un mandat politique, d'autant plus s'il est arrivé à l'âge de la retraite, âge respectable dans les sociétés gérontocratiques du Sénégal (Lietaer, 2021a).

On peut comprendre que le contrôle des associations diasporiques dans le pays d'accueil devient un enjeu politique important. Des associations comme le Sénébel (Association des Sénégalais de Bruxelles et de ses environs) peuvent se retrouver instrumentalisées par certains leaders politiques qui désirent utiliser leurs réseaux de communications. La vie associative de la diaspora sénégalaise en Europe et en Belgique est ainsi marquée par des clivages selon l'appartenance (sous-) ethnique et les affinités politiques (Lietaer, 2021a).

DES RELATIONS DE POUVOIRS TRANSFORMÉES

Les pratiques des migrants transforment graduellement les relations de pouvoirs au sein des familles et des communautés locales. On peut, par exemple, observer de nombreuses ascensions sociales de personnes issues de classes sociales inférieures (par exemple, un descendant de la caste des anciens captifs/esclaves), qui sont rendues possibles grâce à l'émigration. L'engagement de ce type de migrant pour son village lui

^{#01} LA DÉFINITION DES MEMBRES DE « LA DIASPORA » EST PLUS LARGE QUE LA DÉFINITION CLASSIQUE DU MIGRANT INTERNATIONAL. CAR ELLE COMPREND AUSSI LES ENFANTS D'ÉMIGRÉS (SECONDE OU TROISIÈME GÉNÉRATION). DEUX CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DES DIASPORAS SONT (A) QU'IL S'AGIT D'UNE POPULATION TRANSNATIONALE OU DÉTERRITORIALISÉE ; ET (B) QU'ELLES ONT DES LIENS AVEC LEUR PAYS D'ORIGINE PAR LE BIAIS D'INTÉRÊTS FAMILIAUX, ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES (COHEN, 2008). ^{#02} LA RÉGION DU FOUTA-TORO EST UNE ZONE HISTORIQUEMENT ET MAJORITAIREMENT PEUPLÉE PAR LA COMMUNAUTÉ ETHNIQUE DES HAAPULAAREN, PARFOIS AUSSI APPELÉE TOUCOUCLEURS OU PEULHS. ^{#03} À LEUR TOUR, CES MIGRATIONS AFFECTENT LA DISPONIBILITÉ DE FORCES VIVES DANS LES VILLAGES RURAUX POUR CULTIVER LES TERRES. ^{#04} L'ATTRAIT POUR CE PETIT PAYS S'EXPLIQUE NOTAMMENT PAR LE FAIT QU'IL EST ÉGALEMENT FRANCOPHONE ET QU'IL EST CONSIDÉRÉ COMME ÉTANT MOINS « SATURÉ » (ÉCONOMIQUEMENT – PLUS D'OPPORTUNITÉS – ET SOCIALEMENT – MOINS DE SÉNÉGALAIS) QUE LA FRANCE. ^{#05} DANS LES SECTEURS MARCHANDS ET NON-MARCHANDS, COMME LE PROGRAMME D'ACCÈS UNIVERSEL AUX SOINS DE SANTÉ PUBLIQUE. ^{#06} CES ENVOIS REPRÉSENTAIENT 10,7 % DU PIB EN 2020 (PNUD, 2021). ILS ONT CONTRIBUÉ À UNE RÉDUCTION DE 30 POUR CENT DE LA PAUVRETÉ AU SÉNÉGAL (DIAGNE & DIANE, 2008). ^{#07} LA DIASPORA SÉNÉGALAISE A DONC SOUVENT JOUÉ UN RÔLE D'INFLUENCEUR BIEN AVANT QU'ELLE N'ACQUIÈRE LE DROIT DE VOTE À LA FIN DES ANNÉES 90. ^{#08} PAR EXEMPLE, 40 % DES COLLECTIVITÉS LOCALES DU DÉPARTEMENT DE MATAM SERONT REMPORTEES PAR DES LISTES DIRIGÉES PAR DES MIGRANTS DE RETOUR (SANO, 2020).



1. PRATIQUES D'ÉLEVAGE IMPORTÉES À DAKAR.
2. AFFICHE POUR INCITER LES MEMBRES DE LA DIASPORA À PARTICIPER AU RÉFÉRENDUM CONSTITUTIONNEL SÉNÉGALAIS DU 20 MARS 2016.
3. AU SÉNÉGAL, LA DIASPORA COMME « MOTEUR DE DÉVELOPPEMENT »... ET DE VOIX ÉLECTORALES.



confère le droit, la légitimité de participer, malgré la distance, à toutes les discussions et décisions majeures de la communauté. Il peut gagner la confiance des populations, par sa capacité à poser des actes concrets et réaliser des projets à haute valeur symbolique (postes de santé, forages, mosquées) dans son village⁹.

S'il a des ambitions politiques, il pourra dès lors en profiter, voire instrumentaliser son capital social dans l'arène politique locale, en jouant sur un sentiment de redevabilité des villageois-électeurs. Ainsi, une invitation au retour par un leader ou parti politique, par le biais d'un mandat politique, est de plus en plus fréquente. Et ce malgré les normes traditionnelles qui s'opposeraient à un leader politique issu d'une caste inférieure.

L'impact des valeurs (environnementales) portées par la diaspora au sein des sociétés de départ

Les choix d'initiatives collectives et d'entreprises privées des migrants à destination de leur pays d'origine influenceront les trajectoires de développement de leur communauté d'origine à diverses échelles. Certaines valeurs et bonnes pratiques observées dans le pays d'accueil (en France ou en Belgique, par exemple) sont transposées dans le village d'origine. Certains (rares) migrants ont initié des projets familiaux d'agroforesterie et de permaculture. Au niveau villageois, les projets collectifs écologiques, comme le reboisement et la gestion de déchets, se font généralement en partenariat avec une ONG. C'est

comme cela qu'un village (Lidoubé) a pu instaurer un système d'assainissement exemplaire. Ce village jouit ainsi d'une certaine notoriété régionale, ce qui a aussi un effet positif sur la perception des (potentiels) migrants de retour.

Il est toutefois difficile d'établir un lien direct entre le fait d'avoir émigré et le changement de perceptions concernant le dérèglement climatique. Par exemple, les liens entre la cause (les gaz à effet de serre) et les effets du changement climatique ne sont pas toujours mieux compris par les membres de la diaspora. Cependant, les migrants engagés, qui fréquentent régulièrement des bailleurs de fonds et partenaires (potentiels) de développement, sont davantage familiarisés avec les notions de dérèglement climatique.

Les stratégies d'adaptation¹⁰ requises pour faire face à ces effets négatifs sur le quotidien des villageois restés au Sénégal sont échangées de manière transnationale. Les points de vue des migrants sont alors confrontés à ceux des villageois, notamment à travers des débats au sein leurs associations de développement villageois¹¹. En revanche, ce sont les membres de la diaspora qui forment un levier important pour l'accès aux ressources pour déployer concrètement ces stratégies d'adaptation. L'expression de « la main qui donne est au-dessus de celle qui reçoit » n'est donc pas seulement applicable dans le cadre de la coopération au développement classique...

Nouvelles dynamiques de pouvoir : Une aide à double-tranchant ?

L'on observe malheureusement plusieurs effets négatifs causés par des initiatives des membres de la diaspora sur la communauté d'origine. Par exemple : des risques d'appropriation et d'instrumentalisation des ressources extérieures à des fins individuelles. De nombreux villageois fustigent souvent le profilage politique des personnes qui mobilisent des partenaires de développement. Derrière leurs engagements se cachent souvent une volonté de reconnaissance sociale et un désir d'engagement politique partisan. Les interventions extérieures au village d'origine (de développement et/ou d'adaptation) sont donc sujettes à l'accapement des élites¹². Et y compris des nouvelles élites issues de l'émigration et de la diaspora, qui ont parfois leur propre agenda. Ces élites ne visent pas toujours à répondre aux besoins des groupes socio-économiques défavorisés et des personnes les plus vulnérables aux chocs et aux stress climatiques (Lietaer, 2021a).

Certaines de leurs initiatives de développement communautaire ne sont pas non plus prises en concertation avec les autorités locales. Des tensions socio-politiques posent parfois des problèmes pour la reconnaissance officielle par les administrations de nouvelles infrastructures (écoles, dispensaires de santé...). Ces différends peuvent dégénérer en conflits violents, surtout lorsque les enjeux politiques sont importants, notamment en amont d'élections locales ou nationales¹³.

Finalement, certains migrants optent pour des initiatives inadaptées aux conditions et réalités socio-environnementales de leur région d'origine (par exemple, des constructions en ciment qui surchauffent). Ces migrants semblent parfois déconnectés de réalités locales, malgré l'usage des réseaux sociaux (Lietaer, 2021a).

CONCLUSION

Les conditions de vie très difficiles des populations de la région du Fouta-Toro sont fortement influencées par le changement climatique et la mondialisation. Elles ont entraîné une perte de légitimité des élites au pouvoir et de dépérissement du rôle des services administratifs en milieu rural. En revanche, l'engagement et l'investissement des membres de ces communautés vivant à l'étranger sont vitaux pour l'épanouissement des populations. Mais ces pratiques maintiennent ainsi une forme de dépendance à la migration internationale pour leurs moyens de subsistance.

Des migrants internationaux ayant acquis un certain statut social peuvent améliorer les capacités d'adaptation aux changements socio-environnementaux des populations restées au pays : outre leurs transferts d'argent, c'est aussi grâce à leurs valeurs et leurs relations avec des acteurs de développement qu'ils arrivent à peser sur des décisions collectives – politiques – qui améliorent les conditions de vie au village. Puisque « l'adaptation » est, comme « le développement », une problématique éminemment politique (Taylor, 2015), le rôle de

leviers politiques que peuvent jouer des migrants engagés – même issus des castes inférieures – est très important.

Les États européens ont tendance à essayer de contrôler et prévenir l'immigration par les politiques de coopération au développement¹⁴. Pourtant, si la migration internationale permet aux communautés affectées par le dérèglement climatique de mettre en place des pratiques d'adaptation, ne devrait-elle alors pas être encouragée et intégrée dans les politiques d'adaptation, tant du pays de départ que du pays de destination ? L'enjeu des pays d'accueil ne serait-il dès lors pas de faire en sorte que les conditions socio-économiques des migrants sur leur territoire soient les meilleures possibles ? En revanche, si de solides projets de co-développement (entre associations de migrants et partenaires de développement) restent a priori nécessaires, l'enjeu des relations de pouvoirs ne devrait pas être oublié dans leurs conceptions (Lietaer, 2021b). ●

PAR DR. SAMUEL LIETAER

CHERCHEUR EN MIGRATION ENVIRONNEMENTALE (ULB. UNU-CRIS)

ET PAR DR. ALASSANE BEYE

ENSEIGNANT-CHERCHEUR SPÉCIALISÉ EN SOCIOLOGIE ÉLECTORALE

À L'UGB DE SAINT-LOUIS (SÉNÉGAL)

#09 CES PRATIQUES NÉCESSITENT UNE CONNEXION IMPORTANTE AVEC DES PERSONNES RESTÉES AU SÉNÉGAL, VIA LES RÉSEAUX SOCIAUX, ET SOUVENT AUSSI PAR DES ALLERS-RETOURS RÉGULIERS. #10 CETTE NOTION ABSTRAITE DE STRATÉGIES D'ADAPTATION N'EST PAS UTILISÉE DANS LE LANGAGE COURANT. #11 QUASIMENT CHAQUE VILLAGE DE LA MOYENNE-VALLÉE DU FLEUVE SÉNÉGAL POSSÈDE SON ASSOCIATION DE DÉVELOPPEMENT VILLAGEOIS (ADV). IL Y A DES SECTIONS DE CADV PARTOUT DANS LE MONDE OÙ SE TROUVE UN NOMBRE CRITIQUE DE RESORTISSANTS DE CE VILLAGE, QUI COTISENT AUX DIVERS PROJETS DE DÉVELOPPEMENT DU VILLAGE D'ORIGINE. #12 C'EST UN PROBLÈME DE LONGUE DATE DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT QUI CONSISTE À CE QUE DES PERSONNES PUISSANTES S'APPROPRIENT DES FONDS, CE QUI SE TRADUIT PAR DES INTERVENTIONS QUI RENFORCENT LES RELATIONS DE POUVOIR EXISTANTES (ARTUR ET HILHORST, 2012 ; KITA, 2019). #13 CES PROJETS COLLECTIFS SONT SOUVENT SUIVIS D'ÉCHEC LORSQUE LES INITIATEURS N'APPARTIENNENT PAS AU MÊME GROUPE SOCIAL (UN « CASTÉ », OU « MACCUDO »/ANCIEN CAPTIF OU ESCLAVE, D'APPARTENANCES SOCIALE INFÉRIEURE) QUE LES CHEFS DE VILLAGES (AUTORITÉS TRADITIONNELLES) ET/OU QUE LES AUTORITÉS POLITIQUES « MODERNES » (PAR EXEMPLE, LE MAIRE). #14 PAR EXEMPLE EN LIANT LE FINANCEMENT DE PROJETS DE COOPÉRATION À DES PROGRAMMES DE RÉADMISSION DES « IMMIGRANTS IRRÉGULIERS ».

BIBLIOGRAPHIE

- ARTUR, L. & HILHORST, D. (2012). "EVERYDAY REALITIES OF CLIMATE CHANGE ADAPTATION IN MOZAMBIQUE". GLOBAL ENVIRONMENTAL CHANGE, 22 (2) (2012), PP. 529-536. 10.1016/j.gloenvcha.2011.11.013
- BLUNDO, G. (1995). « LES COURTIERS DU DÉVELOPPEMENT EN MILIEU RURAL SÉNÉGALAIS ». CAHIERS D'ÉTUDES AFRICAINES, VOL. 35, N°137. LA DÉMOCRATIE DÉCLINÉE. P. 73-99. DOI: 10.3406/CEA.1995.2024, HTTP://WWW.PERSEE.FR/DOC/CEA_0008-0055_1995_NUM_35_137_2024.
- BOUCHARD, P. (2006). « THÉORIE DE L'ACTION ET PARCOURS DE VIE », NOUVELLES PERSPECTIVES EN SCIENCES SOCIALES. REVUE INTERNATIONALE DE SYSTÉMIQUE COMPLEXE ET D'ÉTUDES RELATIONNELLES, VOL. 1, N° 2, 2006, P. 67-114. URL: HTTP://ID.ERUDIT.ORG/IDERUDIT/602471AR. DOI: 10.7202/602471AR.
- BOURDIEU, P. (1972). « ESQUISSE D'UNE THÉORIE DE LA PRATIQUE ». IN : BOURDIEU, P. (DIR), ESQUISSE D'UNE THÉORIE DE LA PRATIQUE. PRÉCÉDÉ DE « TROIS ÉTUDES D'ETHNOLOGIE KABYLE ». LIBRAIRIE DROZ, GENÈVE, 1972, PP. 157-243.
- BREDELOUP, S. (2014). MIGRATIONS D'AVENTURES : TERRAINS AFRICAINS. PARIS, ÉDITIONS DU COMITÉ DES TRAVAUX HISTORIQUES ET SCIENTIFIQUES.
- COHEN, R. (2008). GLOBAL DIASPORAS: AN INTRODUCTION. LONDON: ROUTLEDGE.
- DIA, H. (2015). TRAJECTOIRES ET PRATIQUES MIGRATOIRES DES HAALPULAAREN DU SÉNÉGAL. SOCIO-ANTHROPOLOGIE D'UN "VILLAGE MULTI-SITUÉ". PARIS, L'HARMATTAN, COLL. « CONNAISSANCES DES HOMMES », 2015, 397 P.
- DIAGNE, Y. & DIANE, F. (2008). IMPACT DES TRANSFERTS DES MIGRANTS SUR LA PAUVRETÉ AU SÉNÉGAL. DOCUMENT D'ÉTUDE N°7. DPEE, MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES.
- KITA, S.M. (2019). "BARRIERS OR ENABLERS? CHIEFS, ELITE CAPTURE, DISASTERS, AND RESETTLEMENT IN RURAL MALAWI". DISASTERS, 43 (1) (2019), PP. 135-156. HTTPS://ONLINE.LIBRARY.WILEY.COM/DOI/10.1111/DISA.12295
- LIETAER, S. (2021A). "DES MIGRANTS 'AGENTS ADAPTATIFS' POUR LEUR COMMUNAUTÉ D'ORIGINE ? ANALYSE TRANSLOCALE DES TRANSFERTS POLITIQUES DANS UN CONTEXTE DE CHANGEMENTS SOCIO-ENVIRONNEMENTAUX. LE CAS DES HAALPULAAREN DU SÉNÉGAL EN BELGIQUE". THÈSE DE DOCTORAT, IGEAT UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES. DOI: 10.5281/ZENODO.5775629
- LIETAER, S. (2021B). "ENVIRONMENTAL MIGRATION: THE CONNECTIONS BETWEEN NORTHERN SENEGAL AND BELGIUM". MIGR-DAPT-PROJECT HTTPS://DOI.ORG/10.5281/ZENODO.5777654
- LIETAER, S. & DURAND-DELAURE, D. (2021). "SITUATING 'MIGRATION AS ADAPTATION' DISCOURSE AND AP-PRAISING ITS RELEVANCE TO SENEGAL'S DEVELOPMENT SECTOR". ENVIRONMENTAL SCIENCE AND POLICY, VOLUME 126, DECEMBER 2021, 11-21. HTTPS://DOI.ORG/10.1016/J.ENVSCL.2021.09.008
- SALZBRUNN, M. (2009). "GLOBAL MIGRATION AND TRANSNATIONAL POLITICS: THE CASE OF SENEGAL". WORK-ING PAPER 8. CENTER FOR GLOBAL STUDIES, PROJECT ON GLOBAL MIGRATION AND TRANSNATIONAL POLITICS, ARLINGTON, VIRGINIA: GEORGE MASON UNIVERSITY.
- SANO, A.K. (2020). « DU MÉCÉNAT À L'ARÈNE POLITIQUE : ENGAGEMENTS DES MIGRANTS DE MATAM DANS LES COLLECTIVITÉS LOCALES D'ORIGINE ». THÈSE DE DOCTORAT, GERME, UNIVERSITÉ GASTON BERGER, SAINT-LOUIS, SÉNÉGAL.
- TANDIAN, A. (2017). PARTICIPATION POLITIQUE DES ÉMIGRÉS SÉNÉGALAIS AU PAYS D'ORIGINE : HISTORICITÉ D'UN TRANSNATIONALISME POLITIQUE. OUTRE-TERRÉ, 53, 83-95. HTTPS://DOI.ORG/10.3917/OUTE1.053.0083
- UNDP (UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME) (2021). HUMAN DEVELOPMENT REPORTS. ACCESSIBLE EN LIGNE. HTTP://HDR.UNDP.ORG/EN/COUNTRIES.



Penser un monde sans frontières en réhabilitant nos utopies

Comment penser le monde lorsque chaque jour annonce son lot de mauvaises nouvelles, dignes des plus grandes dystopies ? Dérèglements climatiques, virus qui s'étendent à l'échelle mondiale, méga-corporations dirigées par des milliardaires mégalomanes, sociétés qui se replient sur elles-mêmes et se cachent derrière des murs... le monde semble parfois toucher à la science-fiction. Et la science-fiction extrapole sans cesse sur ces tendances pour nous fournir des visions du monde encore plus catastrophistes. Comment sortir alors de cette spirale négative ? Comment imaginer des droits universels quand ceux-ci sont déjà si souvent bafoués ? Ou inventer une nouvelle forme de citoyenneté, plus inclusive et égalitaire, quand notre imaginaire se réduit toujours plus au décompte des morts dans la Méditerranée et au racisme systémique ? En réhabilitant les utopies. Tour d'horizon de ces livres et films qui décloisonnent les possibles.

Si la chute du mur de Berlin, l'explosion de la mondialisation et des nouvelles technologies créant un monde de plus en plus connecté ont pu donner l'impression qu'un monde sans frontières était en train de se dessiner, force est de constater qu'elles ont plutôt tendance à se multiplier, se figer, se murer. Alors que, au sortir de la guerre froide, 19 murs fissaient la surface du globe, la chercheuse Elisabeth Vallet en dénombre désormais 66 (Hervieu-Léger, 2018) : de la célèbre barrière américaine contre la migration venue d'Amérique latine aux 1000 km de barbelés autour de l'espace Schengen, en passant par le mur de béton israélien de neuf mètres isolant le territoire palestinien... l'utopie de libre circulation semble loin.

Aujourd'hui, dans l'imaginaire de la science-fiction – le genre littéraire et cinématographique par excellence qui pense le futur – le traitement des frontières renvoie généralement à deux imaginaires : d'un côté, un univers galactique où les frontières ne sont plus nationales mais planétaires, et donc les conflits (et colonisations) interespaces, ambiance guerre des étoiles ; de l'autre, un monde apocalyptique, avec des mouvements massifs de population, des communautés qui se cachent derrière des murs pour conserver leurs privilèges ou encore des survivants qui errent sur une planète dévastée dans des conditions de vie proches de celle d'un clandestin contemporain. Dans ces deux univers, nous retrouvons également de nombreuses histoires d'invasions de zombies ou d'aliens, dont le parallèle avec la peur des personnes immigrées est souvent très clair. Des récits dystopiques qui se concentrent de plus en plus sur des



histoires de survie individuelle, sans questionnement politique radical sur ce qui a pu mener à ce monde cauchemardesque – ou comment s'en extirper.

D'où la question essentielle soulevée par la docteure en philosophie politique Alice Carabédian : « L'avertissement fonctionne-t-il encore ou sommes-nous au contraire en train de nous habituer à des images d'avenirs épouvantables et aliénants ? » (2022, p.68). Ces futurs ferment-ils nos horizons au point de nous donner l'impression qu'il n'y a plus rien à faire et que, pour le moment, nous ne sommes pas si mal loti-e-s ?

Dans un monde qui se rapproche de plus en plus des visions dystopiques passées, l'auteur de *Utopie Radicale* le martèle : il est plus que temps de réhabiliter les utopies. Les vraies. Pas des utopies qui se sclérosent ou pèchent par naïveté, devenant donc des dystopies. Pas des utopies « concrètes » qui créent des petits îlots alternatifs, en tout cas pas seulement : car si l'urgence est à l'action concrète, elle est aussi à l'élaboration d'imaginaires radicalement différents. « Agir pour d'autres futurs mais imaginer d'autres avenir. Et un jour, ces avenir seront peut-être nos futurs, mais ce n'est pas là ni leur rôle ni leur valeur. Pour penser des possibles, il faut d'abord penser les impossibles » (*Idem*, pp.82-83).

ENTRE UTOPIES HOLLYWOODIENNES ET COMÉDIES ROMANTIQUES

Le problème est que, lorsqu'une œuvre de fiction dépeint un futur optimiste, un monde sans frontières où les sociétés sont multiculturelles et l'égalité totale (souvent sous l'égide d'une sorte de gouvernement mondial), les frictions passées et la façon dont elles ont pu s'apaiser sont souvent tues. Ces œuvres offrent donc peu de réflexions critiques sur les questions de mobilité ou d'interculturalité^{#1}. Pour Daniel Bonvoisin, responsable Éducation Permanente chez Média Animation, la science-fiction est ainsi souvent plus intéressante sur ce qu'elle dit du colonialisme : comme dans *Avatar*, qui épouse le point de vue de la résistance à la colonisation. Ou dans ces quelques œuvres qui renversent les clichés habituels du *space opera*^{#2} sexiste et conquérant en suivant des vaisseaux qui n'essayent pas de coloniser les différentes planètes, mais qui voyagent pour rencontrer ses populations ou étudier sa faune et flore (comme dans *Star Trek*, le *Cycle de la Culture* de Iain Banks, ou *Apprendre si par bonheur* de Becky Chambers). Ce qui, cette fois, pose des questions sur le privilège de celui qui peut voyager et la tendance à exotiser l'autre... Car on y attend surtout un dépaysement, pas une réflexion critique.

Premier Contact (Arrival) est ainsi l'un des rares films qui adresse la façon dont on gère l'interculturalité interspaciales malgré des gouvernements divisés, un thème récurrent dans la science-fiction (et qui finit souvent par un « sauvetage » militaire des États-Unis). Dans *Premier Contact*, la rencontre avec l'alien se passe bien. Plus encore, l'effort pour comprendre sa langue et sa culture transforme diamétralement la façon d'appréhender le monde de Louise Banks, linguiste chargée de comprendre ces extraterrestres. Un type de rencontre positive que l'on retrouve plus généralement dans... le genre de la comédie romantique.

L'une des premières comédies romantiques représentant un couple mixte, *Devine qui vient dîner ce soir* (1967), suit ainsi une histoire d'amour et de mariage entre une femme blanche et un homme noir aux États-Unis, quelques mois seulement après la légalisation totale du mariage interracial dans le pays^{#3}. Depuis, de nombreux autres films sont sortis sur le thème de l'amour ou de l'amitié entre personnes d'origines et de cultures

différentes. « C'est là où il y a de l'utopie : quand on se rend compte que les frontières sont des structures subjectives, et que c'est possible de s'entendre ou de s'aimer » (Daniel Bonvoisin). Les comédies romantiques qui mettent en valeur des relations interethniques permettent ainsi de créer un espace ténu et fragile où un autre monde est possible, où plusieurs cultures peuvent coexister en paix et s'enrichir mutuellement. Plus que cela, le film *Loving* de Jeff Nichols montre que l'utopie amoureuse peut percoler dans la société, à travers l'histoire vraie du couple mixte américain qui s'est battu pour abroger la loi interdisant les mariages interraciaux.

Malheureusement, beaucoup de ces films s'avèrent naïfs, ont du mal à montrer que les personnages sont les relais de structures sociales, que le racisme n'est pas qu'individuel mais surtout structurel. Une carence certainement liée à l'accès encore difficile au monde d'Hollywood pour les voix les plus minorisées.

PENSER L'UTOPIE POST-OCCIDENTALE...

Pour l'instant, les utopies interculturelles semblent donc plutôt se trouver dans les marges : dans des personnages qui s'opposent à un monde injuste, des révolutionnaires, ou dans des espaces de rencontre, des portes dérobées... Il existe pourtant un mouvement qui permet de sortir de ces espaces cloisonnés et d'explorer de nouveaux territoires : le futurisme africain.

Le futurisme africain est un mouvement artistique interdisciplinaire qui englobe une myriade de noms, définitions et conceptions différentes^{#4}, mais dont l'esprit est de s'enraciner

dans les points de vue africains (et/ou afro-descendants) pour présenter une vision désoccidentalisée de la science-fiction. Ce mouvement « ouvre un monde aux possibilités infinies qui permet de créer sa propre narration et interprétation dans un espace complètement libre et affranchi des barrières que l'on retrouve dans nos sociétés » (Doucouré, 2021), tels que le racisme endémique ou une vision catastrophique du continent

africain, bien souvent vu sous l'angle de ses manques et déficits. Une idée qui peut être éminemment politique et émancipatrice : car il s'agit de penser le futur en dehors de l'Occident, de ses modèles de développement et de son capitalisme ravageur. « L'Afrique n'a personne à rattraper », martèle ainsi l'écrivain, économiste et musicien sénégalais Felwinne Sarr dans son essai *Afrotopia* : il serait en effet temps que le continent cesse d'évoluer avec les critères économiques imposés par

**SI L'URGENCE EST
à l'action concrète,
elle est aussi à l'élaboration
d'imaginaires radicalement
différents.**

#01 IL N'EMPÊCHE QUE CERTAINES ŒUVRES ONT PU FAIRE BOUGER LES LIGNES. DANS STAR TREK, QUI PRÉSENTE UNE SOCIÉTÉ ÉGALITAIRE SOUS L'ÉGIDE D'UNE FÉDÉRATION DE PLANÈTES UNIES, L'ÉQUIPAGE ÉTAIT COMPOSÉ D'UN RUSSE, D'UN JAPONAIS, D'UNE AFRO-AMÉRICAINE, D'UN ÉCOSAIS ET D'UN EXTRATERRESTRE EN PLEINE GUERRE FROIDE. CETTE SÉRIE PORTA AINSI À L'ÉCRAN UN DES PREMIERS BAISSERS INTERETHNIQUES (ENTRE UN HOMME BLANC ET UNE FEMME NOIRE) DE L'HISTOIRE DU CINÉMA AMÉRICAIN, SEULEMENT QUATRE ANS APRÈS LA FIN OFFICIELLE DE LA SÉGRÉGATION RACIALE AUX ÉTATS-UNIS.
#02 ŒUVRES DE SCIENCE-FICTION CARACTÉRISÉES PAR DES VOYAGES DANS L'ESPACE. SOUVENT DES COMBATS ENTRE DIFFÉRENTS EMPIRES GALACTIQUES. STAR WARS, DUNE, GALACTICA...
#03 LE FILM A PAR LA SUITE ÉTÉ CRITIQUÉ NOTAMMENT POUR SON CÔTÉ MORALISATEUR ET SES PERSONNAGES TRÈS LISSES. TROP PARFAITS. LE FILM GET OUT, DE JORDAN PEEL, EST LE PENDANT HORRIFIQUE DE CE TYPE DE FILMS DANS LESQUELS LE COUPLE MIXTE ET LEUR FAMILLE SE RENCONTRENT (THE TAKE, 2021).
#04 LE TERME LE PLUS EMPLOYÉ EST CELUI D'AFROFUTURISME. COURANT NÉ AUX ÉTATS-UNIS VIA LA DIASPORA AFRO-DESCENDANTE. DES ARTISTES AFRICAIN·E·S NE S'Y IDENTIFIENT CEPENDANT PAS, COMME L'AUTRICE NNEDI OKARAFOR QUI PRÉFÈRE PARLER D'AFRICANFUTURISM (DOUCOURÉ, 2021). NOUS EMPLOYERONS ICI LE TERME DE FUTURISME AFRICAIN.

l'Occident, pour offrir au monde l'inspiration nécessaire afin d'inventer un nouveau type de modernité.

Les œuvres du futurisme africain sont très diverses. Dans l'univers de la fiction, les auteur·trice·s explorent entre autres des mondes à l'envers (*Aux Etats-Unis d'Afrique* d'Abdourahman Waberi imagine un continent africain prospère indifférent face au sort des réfugié·e·s européen·ne·s), des Afriques post-apocalyptiques (*Qui a peur de la mort* de Nnedi Okarafor), des voyages dans le temps (*Kindred* d'Octavia E. Butler) ou encore des territoires qui n'auraient jamais été colonisés, comme dans *Black Panther*. Ce blockbuster sorti en 2018 montre en effet un royaume africain qui n'a jamais été envahi, capable de dominer le monde grâce à sa technologie avancée, mêlant une esthétique futuriste et traditionnelle. Une façon de renverser l'image d'une Afrique primitive et déconstruire les dichotomies entre tradition et modernité, science et superstition. Ce film a cependant également été critiqué pour son côté dépolitisé et marketing. De plus, comme l'a soulevé Léonora Miano : « Moi je n'ai pas envie d'imaginer que l'Afrique n'a pas été colonisée, qu'elle n'a pas connu les déportations transatlantiques ni les traites transsahariennes. L'Afrique existe précisément sous le nom "Afrique" parce que ces événements ont eu lieu. Je n'ai pas envie de fuir mon histoire, ce qui m'intéresse surtout aujourd'hui, c'est voir ce que je peux en faire » (2019, citée par Lagarde).

Cette penseuse camerounaise installée en France s'est plongée dans cette expérimentation du futur à de multiples reprises, comme dans son essai *Afropea* ou son roman *Rouge Impératrice*. Ce dernier prend place dans le contexte d'un État fédéral subsaharien prospère du 22ème siècle – Katopia – en cours

d'unification, mais aussi en pleine révolution culturelle pour s'émanciper de toute domination occidentale (en réinventant la langue, en retissant les liens avec son histoire, ses cultures et rites adaptés à une perspective contemporaine). Cela passe notamment, dans ce roman, par un isolement et un protectionnisme quasi intégral pour pouvoir développer ses propres dynamiques : un monde sans propriété terrienne, par exemple. Mais Léonora Miano va encore plus loin en présentant la situation d'une minorité blanche et précaire au sein de ce nouvel État, qui voit sa place de domination bousculée. Elle interroge ainsi, en miroir, la question de l'identité européenne, dans le prolongement de son essai *Afropea* : par exemple, pourquoi les régions françaises d'outre-mer ne sont-elles pas incluses dans l'identité française ? Pourquoi la diaspora subsaharienne est-elle reléguée hors de l'identité nationale, alors que, à travers la colonisation, la France a infiltré leur histoire, économie et culture – et transformé la sienne en retour ?

... ET DÉCONSTRUIRE LES IDENTITÉS

En creux, se développe l'idée d'une vision de l'identité plurielle, où l'étranger ne doit pas se fondre dans une culture qui lui est imposée, mais où peut se développer une relation qui crée une nouvelle culture. Un processus que l'on retrouve particulièrement dans les sociétés caribéennes, comme l'explique Michael Roch, un des rares écrivains de langue française qui se revendique du courant afropéen : « toutes les cultures du monde se sont rencontrées sur le territoire caribéen, que ce soit l'Europe, l'Afrique, l'Amérique du sud ou encore l'Asie plus tard (quand il a fallu faire venir de la main d'œuvre à bas prix, après les abolitions) mais aussi le Proche Orient, puis l'Afrique à nouveau... La culture caribéenne est un agglomérat dont l'identité s'est forgée de manière imprévisible par la rencontre de toutes





ces cultures, et l’afrofuturisme caribéen, pour moi, ne peut s’asseoir que sur cet héritage de transculturalité, qu’il faut faire vivre dans la littérature » (2022, cité par Cohen).

Un héritage que l’auteur perpétue notamment à travers l’usage de différentes langues créoles⁶⁵ au sein de son roman futuriste *Tè Mawon*. L’action se déroule à Lanvil, une mégapole ultra technologique ayant fédéré les États caribéens, devenue terre d’accueil pour de nombreux migrants du monde – dont des Européen-ne-s fuyant la crise sévissant sur leur continent. À Lanvil, tout le monde peut parler sa langue. Les cultures, histoires et points de vue peuvent évoluer côte-à-côte, sans être écrasés par le rouleau compresseur de la mondialisation, qui a plutôt tendance à uniformiser et occidentaliser le monde. En cela, Michael Roch suit la filiation d’Aimé Césaire ou d’Édouard Glissant, romancier, philosophe et poète martiniquais qui a notamment développé le concept d’identité-relation. C’est-à-dire l’idée d’une identité en rhizomes⁶⁶, fondée sur le métissage, façonnée par les rencontres, en opposition à une identité qui n’aurait qu’une racine unique, comme aime le penser la généalogie européenne (François Noudelmann cité par Bousenna, 2022, p.136). « Ce “processus inarrêtable, qui mêle la matière du monde” n’entend pas nier les identités, mais exprimer les points de rencontre où peuvent s’imaginer des mélanges qui résistent à l’autre modèle. Celui d’une globalisation uniformisante » (*Idem*, p.144).

C’est par ce chemin que l’on pourra déboulonner ce que Felwine Sarr appelle l’imaginaire de l’appartenance, c’est-à-dire la tendance à réduire quelqu’un à son passeport, sa géographie. Un imaginaire qui a aussi des répercussions très concrètes : car il est capable de justifier le fait que deux citoyens n’aient pas accès aux mêmes droits selon leur lieu de naissance. Bien plus que des frontières entre États, cette vision de l’identité « en racine unique » crée des frontières au sein même des pays entre le « national de souche » et « l’étranger », entre le bon immigré et le mauvais, entretenant des discriminations. Un idéal de monde sans frontières doit donc aller bien plus loin que la

libre-circulation entre États : « On ne pourra pas résoudre la question de comment habiter le monde uniquement par des traités, des lois sur les frontières ; pas plus qu’en défrontiérant le monde. Cela se résoudra aussi dans l’espace de l’imaginaire, en travaillant à ce que les individus puissent avoir un imaginaire-monde et se sentent appartenir à une communauté beaucoup plus large que leur ethnie, leur langue, leur religion d’origine, etc. » (Felwine Sarr cité par Kaplan, 2020).

UN IDÉAL de monde sans frontières doit aller bien plus loin que la libre-circulation entre États.

Il s’agit bien de l’une des ambitions de ces utopies non alignées, qui débusquent les possibles dans le présent, en cherchant sans cesse la pluralité des points de vue pour penser un futur collectif désirable, à constamment réactualiser⁶⁷. Le futurisme africain, notamment, a le potentiel nécessaire pour décentrer notre regard et lutter contre l’uniformisation du monde. C’est ainsi qu’une utopie peut devenir un véritable outil politique : en décolonisant notre regard et en dépassant les frontières de tout ordre. ●

PAR ALIX BURON,
CHARGÉE DE PROJETS À LA FUCID

^{#05} LANGUE CRÉÉE VIA LE CONTACT D’UNE LANGUE EUROPÉENNE ET D’UNE LANGUE INDIGÈNE DURANT LA COLONISATION. ^{#06} TIGE SOUTERRAINE PORTEUSE DE RACINES ET TIGES QUI PERMET À CERTAINES PLANTES DE SE MULTIPLIER. L’IDÉE EST CELLE D’UNE STRUCTURE QUI NE Cesse D’ÉVOLUER, DANS TOUTES LES DIRECTIONS, SANS CENTRE OU HIERARCHIE. CONTRAIREMENT À L’ARBORESCENCE D’UN ARBRE, PAR EXEMPLE, AVEC LE TRONC EN HAUT ET LES RACINES EN BAS. ^{#07} DANS SON ESSAI, ALICE CARABÉDIAN INSISTE SUR LE FAIT QU’UNE UTOPIE DOIT SE RÉINVENTER. IL N’Y A PAS DE RECETTE TOUTE FAITE. D’AILLEURS, KATOPIA N’EST PAS UN UNIVERS PARFAIT : L’AUTRICE MONTRÉ LES DIFFICULTÉS ET LES TENSIONS AU SEIN DU PROJET UTOPIQUE. DANS *TÈ MAWON*, SI LANGEVIL A PU ABOLIR LA DISCRIMINATION RACIALE, CE N’EST PAS LE CAS DES PROBLÈMES DE CLASSE. UN AUTRE EXEMPLE ENCORE : LES DÉPOSSÉDÉS D’URSULA LE GUIN MONTRÉ BIEN LA DIFFICULTÉ DE MAINTENIR UNE UTOPIE DANS UNE CITÉ FONDÉE PAR DES ANARCHISTES ÉGALITAIRES.

BIBLIOGRAPHIE

ENTRETIEN AVEC DANIEL BONVOISIN, RESPONSABLE ÉDUCATION PERMANENTE CHEZ MÉDIA ANIMATION, LE 15 FÉVRIER 2023.
ENTRETIEN AVEC MATHIAS ECHENAY, ÉDITEUR POUR LES ÉDITIONS LA VOLTE, LE 16 FÉVRIER 2023.
ENTRETIEN AVEC JUSTICE FEYERISEN, DOCTEUR EN LITTÉRATURE, LE 22 FÉVRIER 2023.
BOUSENNA YOUNESS, 2022. « AGIR DANS SON LIEU, PENSER AVEC LE MONDE. FRANÇOIS NOUDELLEMAN » IN *SOCIALITER : COMMENT NOUS POURRIONS VIVRE*, PP.133-137.
CARABÉDIAN ALICE, 2022. « UTOPIE RADICALE. PAR-DELÀ L’IMAGINAIRE DES CABANES ET DES RUINES », PARIS : SEUIL.
COHEN EVA, 10 MAI 2022. « L’AFROFUTURISME, C’EST RACONTER DES HISTOIRES DINGUES AVEC DES PERSONNES NOIRES TOTALEMENT LIBRES », USB&RICA.
DOUCOURÉ AÏSSATOU, 2021. « L’AFROFUTURISME. UN OUTIL DE POUVOIR ET DE RÉINVENTION POUR L’AFRIQUE », ESMA - PARIS 1.
HERVIEU-LÉGER BENOÎT, 24 JUIN 2018. « ET SI ON SUPPRIMAIT TOUTES LES FRONTIÈRES ? », USB&RICA.
KAPLAN DANIEL, 2020. « FELWINE SARR. BÂTIR L’AFROTOPIA ! », DANS *SOCIALITER : LE RÉVEIL DES IMAGINAIRES*, PP.66-69.
LAGARDE YANN, 6 SEPTEMBRE 2019. « L’AFROFUTURISME, UNE ESTHÉTIQUE DE L’ÉMANCIPATION », FRANCE CULTURE.
SARR FELWINE, 2016. « AFROTOPIA », PARIS : PHILIPPE REY.
THE TAKE, 2021. « THE INTERRACIAL ROMANCE ONSCREEN », YOUTUBE.



Quand les cultures bouillonnent !

La migration n'est pas un phénomène récent et, depuis toujours, ces mouvements d'individus ou de populations ont permis de diffuser des idées et techniques, bien avant la mondialisation. Au point même qu'on oublie parfois à quel point notre propre culture a pu être influencée par ces échanges.

1. BEAUCOUP D'ENTRE NOUS CONNAISSENT L'HISTOIRE DE LA PRALINE, FIERTÉ NATIONALE : UN PHARMACIEN NOMMÉ JEAN NEUHAUS QUI A EU L'IDÉE D'ENROBER SES MÉDICAMENTS AU GOÛT AMER DANS DU CHOCOLAT... MAIS CONNAIS-TU L'ORIGINE DE CET INVENTEUR ?

- A) Belge
- B) Suisse
- C) Italien

2. YAOURT, KIOSQUE, DIVAN, CAVIAR, SORBET, GILET... TOUS CES MOTS VIENNENT DU...

- A) Latin
- B) Italien
- C) Turc

3. AVANT L'IMMIGRATION ITALIENNE DES ANNÉES 1940-50 EN BELGIQUE (SUITE À UN PROTOCOLE D'ACCORD ENTRE LA BELGIQUE ET L'ITALIE) POUR FAIRE TRAVAILLER DES ITALIENS DANS LES MINES EN CONTREPARTIE D'ENVOIS DE CHARBON EN ITALIE), COMMENT MANGEAIT-ON LES PÂTES EN BELGIQUE ?

- A) On ne connaissait pas les pâtes
- B) Avec du sucre
- C) Sauce tomate et compagnie, on n'a pas eu besoin d'attendre aussi tard pour cela !

4. À PARTIR DU VIIIÈME SIÈCLE ET JUSQU'À LA CHUTE DU ROYAUME DE GRENADE EN 1492, UNE GRANDE PARTIE DE LA PÉNINSULE IBÉRIQUE FUT SOUS DOMINATION MUSULMANE. CETTE COHABITATION NOUS A LAISSÉ COMME HÉRITAGE...

- A) Des textes de l'Antiquité gréco-romaine qui avaient été oubliés en Europe
- B) Des monuments emblématiques comme la mosquée de Cordoue, le palais (Alcazar) de Séville ou le minaret de San José à Grenade
- C) Le jeu d'échecs

5. AU DÉBUT DU XXÈME SIÈCLE, L'ART EUROPÉEN SUBIT UNE RÉVOLUTION. DERRAIN, PICASSO, MATISSE, MODIGLIANI SONT FASCINÉS ET LARGEMENT INFLUENCÉS PAR L'ART...

- A) Africain
- B) Japonais
- C) Chinois

6. LA BELGIQUE EST DÉTENTRICE DE DIX PRIX NOBELS. EN 1977, LE PRIX NOBEL DE CHIMIE EST AINSI DÉCERNÉ À UN IMMIGRÉ...

- A) Américain
- B) Russe
- C) Français

7. À BRUXELLES, ON RECENSE COMBIEN DE NATIONALITÉS ?

- A) 53
- B) 104
- C) 185

1. RÉPONSES B & C (Suisse d'origine italienne) ! En 1912, son fils remplacera les médicaments par des douceurs pour créer la praline que nous connaissons aujourd'hui. **2. RÉPONSE C.** À l'inverse, environ 5000 mots turcs viennent du français. Évidemment, ces mots de langue turque peuvent eux-mêmes avoir comme origine une autre langue, notamment le persan ou l'arabe. **3. RÉPONSE B.** On cuisait également ces pâtes bien trop longtemps, donc pas d'al dente avant 1940 ! On ne trouvait pas non plus de tomates ou d'aubergines dans les étals des magasins avant les épiceries italiennes qui se sont multipliées en Belgique à cette époque. **4. RÉPONSES A, B & C** (l'origine des échecs est floue mais le jeu a été introduit en Europe via l'Espagne musulmane) et bien d'autres choses encore. Ce sont notamment grâce à ces échanges économiques, architecturaux, philosophiques, médicaux, que la Renaissance européenne a pu avoir lieu ! **5. RÉPONSE A.** Si ces artistes européens ont, dans ce cas, découvert l'art africain à travers des pillages dans les colonies, il ne faut pas y limiter l'histoire afro-européenne : la présence en Europe de personnes issues du continent africain a été observée dès l'Antiquité et des figures connues de l'histoire européenne sont en vérité afro-européennes (le Duc de Florence Alexandre de Médicis, l'auteur des Trois Mousquetaires Alexandre Dumas, le poète Alexandre Pouchkine...). **6. RÉPONSE B.** Ilya Prigogine a été contraint de s'exiler en Belgique, où il a étudié les sciences. Il a apporté une contribution fondamentale aux sciences physiques et biologiques par ses recherches sur l'irréversibilité des processus. Depuis 1901, 194 prix Nobel ont migré dans d'autres pays pour fuir des conflits, des persécutions et/ou continuer leurs recherches pour faire avancer les savoirs de leur pays d'accueil et de l'humanité en général. **7. RÉPONSE C.** Bruxelles est la seconde ville la plus cosmopolite du monde après Dubaï ! Elle a été façonnée par la migration, bien avant l'installation des bureaux de l'Union européenne et de l'OTAN.